

SOLIDARITE AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES EN ALGERIE p.8

el-oumami

l'internationaliste -

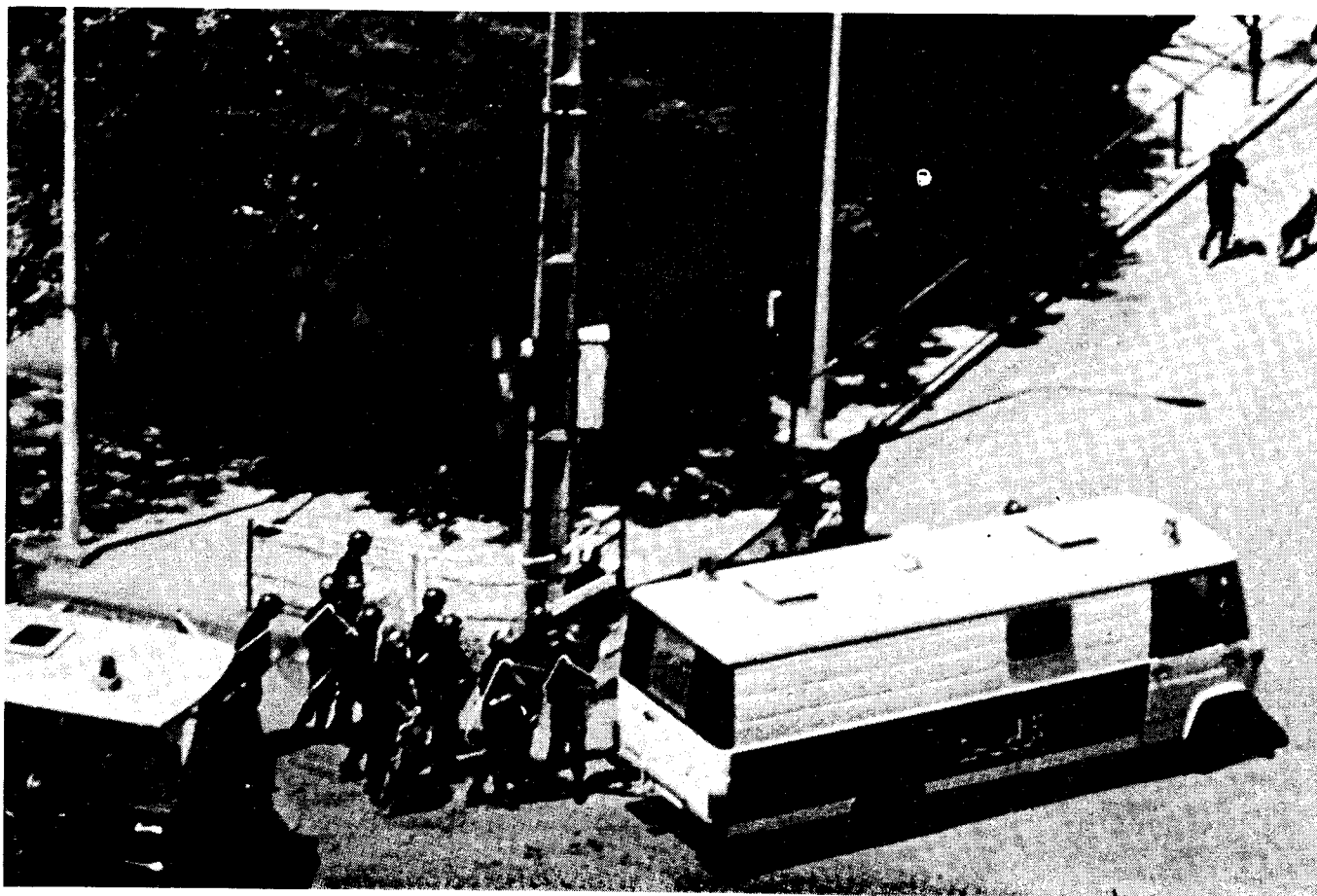
organe du parti communiste international



Prix en France: 3 FF - Maroc: 2 DH - Algérie: 2 DA - Tunisie: 200 Mils **Sept-oct 1981 N°18**

La bourgeoisie a le culot de nous inviter au «dialogue» au moment où elle envoie ses forces de répression massacrer des travailleurs en grève et occuper l'université de Tizi...

RELEVER LE DEFI!



SOMMAIRE

■ Algérie: les exclus de l'école un formidable potentiel de révolte ■ Contre la répression syndicale: pour des objectifs et des méthodes de classe ■ Le PC tunisien à plat ventre. ■ Solidarité contre la répression au Maroc. ■ Le «Mouvement du printemps» et la nécessité du parti marxiste révolutionnaire. ■ Le gouvernement PS et les sans-papiers. ■ Révolte des jeunes prolétaires en Angleterre. ■ Les fruits amers de la «révolution islamique» en Iran. ■ Notes. ■ Correspondance.

Camarades

Le mot d'ordre fut donc bien suivi le 20 juin mais les besoins de lutte des masses dépassaient de loin

De plus, même la démagogie qui a toujours caractérisé ces contre-révolutionnaires n'est plus de

Salutations communistes
Un lecteur d'*El Qumami*

Camarade, nous nous félicitons de ta lettre. On veut bien discuter avec toi mais nous ne pouvons pas deviner tes coordonnées. Prends contact avec El-Oumami !

[illegible]

ABONNEMENT

à retourner aux
Editions Programme
20 rue Jean Bouton 75012 Paris

**Editions Programme, 20 rue Jean Bouton
75012 Paris.**

FRANCE - EUROPE : PLI OUVERT 18 FF
PLI FERME 30 FF
MAROC - ALGERIE - TUNISIE : EQUIVALENT DE . 30 FF
 (en coupons-réponses internationaux)

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

RELEVER LE DEF!

Habituée depuis longtemps aux opérations spectaculaires, à la guerre psychologique et au bourrage de crâne, la bourgeoisie algérienne vient de lancer une campagne d'«assainissement» qui déboucherait, à entendre la presse aux ordres, sur une «moralisation de la vie publique». Plusieurs cadres appartenant à des sociétés nationales accusés de mauvaises gestion ou de malversations ont été arrêtés et traduits en justice. Quatre «barons» du régime de Boumediène ont été exclus du Comité Central du FLN (Ahmed Benchérif, Tayebi Larbi, Mahmoud Guennaz, Mustapha Bouarfa). Le président Chadli vient de signer plusieurs décrets en vertu desquels quatre walis ont été mutés, trois autres appelés à d'autres fonctions et un dernier enfin mis en congé spécial.

Ces mesures et d'autres semblables pourraient-elles venir à bout de la corruption et des multiples maux sociaux dont souffrent les masses populaires en Algérie ? Ces mesures pourraient-elles alléger le poids de l'austérité qui pèse sur la classe ouvrière et les masses exploitées ? Ce serait croire au miracle. La campagne d'assainissement lancée à grands fracas publicitaire s'inscrit dans un processus de diversion qui vise à détourner le mécontentement social des masses exploitées du chemin de la LUTTE DE CLASSE.

La politique qui consiste à sacrifier quelques boucs-émissaires pour mieux cacher la faillite du fameux «modèle algérien de développement», qui n'est autre que le capitalisme, permet certainement à la bourgeoisie de gagner du temps. Mais elle est incapable à la longue d'empêcher le développement de la lutte de classe, lequel se nourrit inévitablement de la persistance et de l'aggravation des problèmes que vivent quotidiennement les masses populaires à tous les niveaux.

En effet, ce n'est pas l'«épuration» de quelques membres du Comité Central du FLN qui viendra à bout de l'inflation, des pénuries, de la crise du logement, du chômage des jeunes, etc. D'abord parce que cette «épuration» cache mal les règlements de compte et les rééquilibres des rapports de force par lesquels doit s'effectuer nécessairement la restructuration politique de l'appareil d'Etat bourgeois à laquelle on assiste depuis la mort de Boumediène et plus particulièrement depuis le congrès extraordinaire du FLN de juillet 1980.

Ensuite, la politique des boucs-émissaires à laquelle sont trop habitués les travailleurs algériens ne trompe plus grand monde aujourd'hui. Voici par exemple les questions qui reviennent dans les A.G. : «Qui épure qui ?», «Qui est pur pour épurer ?».

N'est-ce pas là la preuve que pour de nombreux travailleurs l'ensemble du personnel de la bourgeoisie est discrédité et que par conséquent il n'y a rien à attendre d'en haut ?

Ceux qui attendaient l'amélioration de la situation sociale et l'assouplissement de la dictature militaro-bourgeoise en Algérie d'un simple changement de personnel au sommet de la pyramide de l'Etat bourgeois se seront vite détrompés. Les masses populaires restent toujours écartées de la vie politique.

La répression qui a suivi les manifestations de Kabylie, les arrestations massives comme à Béjaia et Dellys, l'intervention systématique des forces de l'ordre contre tout mouvement revendicatif tant soit peu important comme à Béni Merad, ce sont là autant d'événements qui font partie du décor politique en Algérie.

Ceux qui n'étaient pas encore convaincus de l'impossibilité du «dialogue» et de la «concertation» avec l'Etat bourgeois ont eu suffisamment de temps pour se rendre à l'évidence. La «charte culturelle» adoptée par le Comité Central du FLN est à l'image de la «charte nationale». Elle porte un seul nom : le mépris vis-à-vis des masses. Les aspirations légitimes des masses populaires tant sur le plan social, politique que culturel sont caricaturées et folklorisées quand elles ne sont pas tout simplement ignorées et piétinées. Au moment où la bourgeoisie a le culot d'inviter les masses au «dialogue», elle n'hésite pas à envoyer ses forces de répression massacrer les travailleurs en grève, arrêter les membres du Collectif Culturel d'Alger et occuper le centre universitaire de Tizi-Ouzou pour empêcher la tenue de l'université d'été.

Et pour cause. Rien ne peut être obtenu sans l'entrée en scène des masses populaires. La bourgeoisie ne donnera aucune concession si elle ne voit pas se dresser devant elle UNE FORCE COLLECTIVE. Le mépris qu'elle affiche, l'insolence qu'elle ne cesse de montrer s'appuient sur un rapport de forces qui est demeuré jusqu'ici en sa faveur. Le colonialisme français n'a pas été chassé d'Algérie par le «dialogue» et la «concertation».

La bourgeoisie le sait. Même Ait Ahmed et Cie qui dépoient tous leurs efforts pour dissuader les masses d'employer la violence le savent.

A Tizi-Ouzou, à Béjaia, à Dellys, à Bouira, face aux CNS armés jusqu'aux dents, les masses ont montré un trésor de combativité, de courage et de générosité. Malgré l'absence d'organisation des masses, la bourgeoisie

suite de la p. 3

RELEVER LE DEFI!

entrevoit le danger de la lutte de classe. A l'escalade de la répression, elle ajoute une escalade de démagogie et de surenchère. De leur côté, les «frères musulmans» essaient d'embrigader les jeunes chômeurs dans leurs structures réactionnaires avec la bénédiction de l'Etat bourgeois pour les empêcher de rejoindre la lutte de classe.

Dans ces conditions, les travailleurs et les jeunes d'avant-garde ont une grande responsabilité sur leurs épaules. Certes, les conditions de lutte sont difficiles en Algérie en raison de la répression systématique qui sévit contre les masses populaires. Mais il n'y a pas d'autre choix que de **RELEVER LE DEFI** de la bourgeoisie si on ne veut pas rester écrasé pour toujours. N'a-t-il pas suffi que les masses descendent dans la rue le 19 mai pour que Béjaïa se transforme en ville ouverte sous le flot de la colère ouvrière et populaire ?

Relever le défi aujourd'hui signifie **PASSER A L'ACTION**. Celle-ci prendra des formes variées suivant qu'on se trouve dans telle ou telle situation, dans telle ou telle région. S'organiser clandestinement avec tous ceux qui sont prêts à l'action dans un premier temps. Faire le travail de sensibilisation et d'agitation partout où on se trouve. S'appuyer sur les besoins fondamentaux des masses populaires en mettant en avant leurs revendications légitimes indépendamment de structures parachutées par l'Etat bourgeois. S'appuyer sur les luttes qui éclatent ici et là en les coordonnant pour leur assurer le maximum d'efficacité.

L'insolence de la bourgeoisie se retournera à la longue contre elle. Elle contribuera indirectement à radicaliser les mouvements revendicatifs et surtout le «mouvement du printemps». Les pacifistes du FFS ont beau conseiller la bourgeoisie d'user de la carotte pour éviter de s'attirer les foudres des masses en colère, ils ne réussiront pas plus que les Ferhat Abbas et Cie qui se sont vainement acharnés hier à convaincre le colonialisme de lâcher quelques miettes pour détourner les masses algériennes de la voie de la lutte armée et de l'indépendance nationale.

Les militants d'avant-garde doivent par conséquent s'appuyer sur l'ensemble de ces faits pour montrer que le «dialogue» ne paie pas comme il n'a jamais payé dans l'histoire. Ils doivent se préparer aux affrontements qui les attendent en s'organisant pour cela dès aujourd'hui sans attendre. Parallèlement à l'organisation de réseaux clandestins (équipes de remplacement, liaisons, planques, etc.), leur priorité est d'intensifier le travail parmi les masses dans les Wilayas où le mouvement social a connu un développement relatif.

La force gigantesque qui sommeille aujourd'hui dans les masses est un grand atout dans la lutte de classe. Mise en mouvement, elle fait trembler les bourgeois. Mais encore faut-il qu'elle soit encadrée par une solide organisation capable d'en faire le roc contre lequel se briseront toutes les manœuvres de la bourgeoisie.

Partout où ils interviennent, les militants d'avant-garde doivent montrer que la lutte contre la répression culturelle et pour la reconnaissance des langues populaires est inséparable de la **BATAILLE POUR LES LIBERTES POLITIQUES ET SYNDICALES** dont les masses ont cruellement besoin pour pouvoir s'organiser à vaste échelle et lutter pour leurs revendications.

Dans cette bataille, le prolétariat algérien constituera la force sociale la plus ferme et la plus conséquente. D'abord, parce que la liberté de mouvement lui est aussi vitale que l'oxygène pour pouvoir se défendre efficacement contre l'austérité et la répression syndicale. Ensuite, la liberté de mouvement pour le prolétariat n'est qu'un moyen lui permettant de regrouper et d'organiser ses forces en vue de renverser la bourgeoisie et en finir avec le capitalisme. C'est pourquoi les militants d'avant-garde qui veulent aller jusqu'au bout doivent contribuer aujourd'hui à jeter les bases du **PARTI REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT**.

Septembre 1981

A NOS LECTEURS

El-Oumami passe à la photocomposition. C'est là un progrès dont nos lecteurs et sympathisants ne manqueront pas de s'en féliciter.

Dans la situation actuelle au Maghreb, le journal demeure le véhicule principal de nos positions. L'effort que nous déployons pour être à la hauteur de nos tâches exige des moyens énormes au regard de nos

capacités limitées. Il appartient donc à nos lecteurs de nous soutenir dans la mesure de leur possible. C'est un appel que nous lançons à tous nos lecteurs et sympathisants sans réthorique. *El-Oumami* a besoin de votre soutien pour améliorer sa périodicité et sa qualité! Ecrivez-nous! Envoyez vos contributions financières à l'adresse du journal!

**Lecteur,
abonne-toi,
écris-nous!**

**Fais connaître
El-Oumami
autour de toi!**

Les exclus de l'école: un formidable potentiel de révolte

«Hypersélective, l'école refoule plus qu'elle n'en éduque, frustre plus qu'elle ne satisfait... Ils vont encore être nombreux cette année ces jeunes gens que le système éducatif a vomis... Les déperditions scolaires qui s'effectuent tout au long des treize années qui constituent le cycle scolaire sont monstrueuses et les chiffres font peur... Les déperditions, sources d'impossibles paradoxes et de situations pour le moins épiques, ont des excroissances dont on ne peut à très court terme, mesurer ou estimer l'ampleur. Mais, demain!»

Cette citation que nous avons tiré du n°823 d'*Algérie-Actualité*, illustre bien la situation catastrophique de l'enseignement en Algérie et la peur des bourgeois des conséquences de cette situation. Ce qui fait peur aux bourgeois c'est le «million et quelques centaines de milliers de jeunes entre 14 et 17 ans, qu'aucun organisme ni institution n'arrive à situer quelque part.» Cette jeunesse rejetée de l'école, refoulée du travail, persécutée par les flics et les bandes de «frères musulmans» hante la bourgeoisie qui voit en elle, et à juste titre, une matière inflammable, explosive.

Les chiffres sont clairs et s'ils montrent quelque chose à qui veut voir c'est le vrai visage de la «démocratisation de l'enseignement» en Algérie. Les responsables de l'Education nationale le disent eux-mêmes: «Dans son ensemble, dans sa structure et peut-être même dans son essence, notre enseignement ainsi que les parcours scolaires, sont restés sans grand changement par rapport à la période antérieure à 1962.» (A.-A. déjà cité). Autrement dit, le système scolaire, malgré toute la démagogie qui a entouré l'annonce de la «démocratisation de l'enseignement» et de la «réforme de l'enseignement supérieure» (RES), reste un système de sélection — et donc d'exclusion massive de centaines de milliers de jeunes de l'école — qui ne peut aller qu'en s'accroissant.

Regardons les chiffres. Selon le quotidien gouvernemental *El Moudjahid* du 27. 07, sur cent élèves inscrits à l'école primaire, 50 arrivent en 1^{re} année moyenne (6^{ème}), 25 passent le cap de la troisième et... 7 seulement arrivent en terminale. Sur ces sept, 25% réussissent au Bac, c'est-à-dire 1,75. Soit sur cent jeunes écoliers, 2 arrivent à accéder à l'Université! C'est ce qu'on a appelé la «démocratisation de l'enseignement».

Ce n'est pas tout. Du côté de la formation professionnelle c'est pareil: «En électromécanique, 25,6% de réussite à l'échelle nationale; CAP construction mécanique: 16,6%; CAP

aide-comptable: 19,6%; CAP employé d'assurance: 13,3%; certificat d'aptitude pédagogique, moniteurs: 7,21%; instructeurs: 26,15%» (A.-A. déjà cité).

Pourquoi cet état des choses, peuvent se demander des jeunes, alors que «l'Algérie a à peine 20 ans, qu'elle a besoin de cadres, de techniciens, etc...». La réponse, il faut la chercher dans le système socio-économique qui prévaut en Algérie comme dans tous les autres pays. L'école, l'université ainsi que la formation professionnelle répondent fondamentalement aux besoins de la reproduction du capitalisme et des rapports de production bourgeois. Dans les années du premier plan quadriennal qui suivirent le décollage industriel de l'Algérie, cette dernière avait besoin de cadres, d'où le lancement de sa fameuse «démocratisation de l'enseignement».

La crise internationale du capitalisme auquel l'économie algérienne est intimement liée n'a pas manqué de faire table rase des discours démagogiques de nos bourgeois. La saturation du marché du travail d'une part et le souci de la bourgeoisie d'économiser sur les «faux frais» dont fait partie la formation scolaire et universitaire d'autre part, l'ont amené à jeter le masque en recourant à la sélection draconienne dont des centaines de milliers de jeunes font les frais depuis quelques années.

Devant cette situation catastrophique, les bourgeois proposent leurs remèdes fictifs. Le premier mensonge consiste à nous faire avaler que l'«école fondamentale» — 9 années regroupant le primaire et le moyen — résoudrait le problème et cela quand on sait qu'un million et quelques centaines de milliers de jeunes sont dans la rue; que chaque année, et pour ne parler que de ceux-là, plus de 60.000 «recalés» au Bac se trouvent rejetés de l'enseignement: que le nombre de chômeurs est de 2 millions en Algérie et que la création d'emploi se fait au compte-gouttes. En fait, l'«école fondamentale» fera seulement qu'au lieu d'être renvoyés à 14 ans, la majorité des jeunes le sera à 17 ans. Quand on sait qu'à 19 ans, il y a le service national, cela fera 2 ans au lieu de cinq à rester sans «encadrement» pour des centaines de milliers de jeunes.

Le deuxième remède consisterait à laisser tous les «recalés» au Bac doubler mais seulement pour les matières fondamentales. Mais vu le nombre (7 sur 100) des jeunes qui arrivent en terminale, on voit que cette mesure n'est que de la poudre aux yeux.

Il est bien clair lorsqu'on a pris connaissance de ces chiffres que l'écrasante majorité de la jeunesse — 50% de la population algérienne a moins de 20 ans — rejoint le prolétariat dans sa condition sociale de sans-réserves. L'hebdomadaire *Algérie-Actualité* lui-même le dit: «Ils constituent souvent la masse des jeunes chômeurs et de vendeurs à la sauvette» Et c'est cela qui fait peur à la bourgeoisie.

Cette situation, à laquelle on doit ajouter les tentatives des «frères musulmans» d'embrigader les jeunes chômeurs dans leurs structures réactionnaires pour détourner leur combativité du chemin de la lutte de classe, dicte à tous les militants d'avant-garde des tâches urgentes en matière de sensibilisation, de mobilisation et d'organisation des jeunes chômeurs sur les quartiers.

Ce travail doit évidemment partir de revendications effectivement ressenties par ces jeunes prolétaires: allocation-chômage, réduction de la durée du service national, augmentation de la solde de tous les jeunes appelés, etc. La lutte pour ces revendications urgentes doit être constamment liée à la lutte contre le flicage dans les quartiers populaires. L'objectif est d'arriver à intégrer ce formidable potentiel de révolte que l'on retrouve chez les jeunes chômeurs (voir les manifestations du 19 mai à Béjaïa) à la lutte du prolétariat et des masses populaires pour leurs revendications sociales.

Lisez
Les Cahiers d'El-Oumami

La situation politique
en Algérie
et
les tâches des
révolutionnaires

parti communiste international

2

Contre la répression syndicale en Algérie

POUR DES ET DES METHODES

La dégradation du pouvoir d'achat, le blocage des salaires et l'aggravation des problèmes sociaux que vivent les travailleurs (logement, transport, etc.) auxquels s'ajoute la brèche ouverte par la période de flottement au sommet de l'appareil d'Etat bourgeois qui a suivi la mort de Boumediène ont été l'occasion pour de larges secteurs du prolétariat d'entrer en scène pour arracher leurs revendications les plus urgentes.

La démagogie des bourgeois et la démocratisation syndicale à laquelle certains n'ont pas hésité à applaudir n'ont pas empêché l'Etat bourgeois de réagir comme d'habitude — c'est-à-dire par la répression brutale — contre tout mouvement de grève tant soit peu important. Intervention des CNS contre les travailleurs en grève de l'unité SONACOB du port d'Alger. Intervention de la gendarmerie contre les ouvriers et ouvrières de la DCL d'Alger en octobre 1980 au cours de laquelle une dizaine de travailleurs furent arrêtés et torturés dans les locaux de la gendarmerie de Hussein Dey. Trois ouvriers ont été condamnés le 21 décembre 1980 par le Tribunal militaire de Blida à cinq ans de prison chacun. Intervention de l'armée contre les ouvriers en grève de l'unité Sonatrach de Béné-Mérad qui aurait fait au moins trois morts et à la suite de laquelle douze ouvriers ont été condamnés à un an de prison avec sursis.

La répression anti-prolétarienne n'épargne pas les sections syndicales qui échappent au contrôle du FLN. Emprisonnement des membres de la section syndicale de l'INH de Boumerdès, de l'hôpital de Constantine, etc. L'application des l'article 120 des statuts du FLN qui stipule que tous les cadres des organisations de «masse» officielles doivent préalablement appartenir au FLN a été l'occasion pour l'Etat bourgeois d'accentuer sa chasse aux sorcières notamment au sein de l'UGTA. Les secrétaires nationaux de la Fédération des travailleurs de l'Education et de la Culture (FTEC) non membres du FLN ont été suspendus. L'Union territoriale d'Alger-centre (UTAC) a été démantelée. Le bureau de l'Union communale de Tiaret a été également suspendu. Par ailleurs, le gouvernement a interdit toute réunion syndicale pendant les heures de travail.

POURQUOI CETTE OFFENSIVE SYNDICALE ?

L'offensive syndicale de la bourgeoisie s'inscrit dans une double logique. Premièrement, il s'agit pour elle de museler préventivement les secteurs les plus combatifs du prolétariat ce qui suppose une restructuration syndicale, étant donné le risque que les travailleurs mettent à profit la brèche ouverte par le 5^e congrès de l'UGTA à la suite des formidables grèves ouvrières de l'été 1977. Deuxièmement, une telle restructuration ne peut se réaliser que par la centralisation de tous les efforts qui vont à contre-sens du développement des luttes ouvrières, ce qui suppose l'incorporation au FLN de tous les apprentis bureaucrates présents dans les entreprises et, s'il le faut, la neutralisation de toute autre force organisée pouvant concurrencer le FLN.

Si elle continue comme elle a été engagée, l'application de l'article 120 des statuts du FLN débouchera sur une situation qui rappelle celle qui prévalait avant le 5^e congrès de l'UGTA d'avril 1978. Rappelons qu'à la suite des mouvements de grève de l'été 1977, la bourgeoisie a opté pour un certain «dédoulement» syndical en encourageant l'accession à des responsabilités syndicales des éléments sympathisants du PAGS.

Cette politique syndicale qui a permis effectivement à certains groupes de travailleurs d'avoir une plus grande marge de manœuvre n'était pas moins dangereuse et répondait en tout cas au besoin de la bourgeoisie de se doter de structures syndicales «démocratiques» c'est-à-dire capables d'amortir les poussées combattives des secteurs ouvriers qui ont commencé à bouger et de les canaliser vers des objectifs bidons (bataille de la production et de la gestion, etc.).

NON A LA COLLABORATION DE CLASSES

Que la bourgeoisie essaye aujourd'hui de faire marche arrière de peur que les masses travailleuses profitent de l'instabilité que suppose nécessairement le changement de personnel syndical et s'engouffrent dans les brèches que même une démocratisation de façade ne peut pas ne pas ouvrir (utilisation des A.G.

pour avancer les revendications de classe, etc.), cela ne signifie nullement que les travailleurs combatifs doivent se laisser prendre dans le piège de la «démocratie syndicale».

Or, c'est à cela que revient la position des réformistes du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS). Mis à part le FLN, ces derniers sont seuls à disposer d'une force organisée à l'intérieur de l'UGTA. Que font-ils devant les multiples aspects de la répression syndicale ? Ils se gardent bien de faire appel à la lutte des travailleurs. Ils se plaignent auprès de l'Etat bourgeois de l'application trop «restrictive» de l'article 120 des statuts du FLN. Ils demandent une application «positive» de cet article... tout juste pour les laisser au chaud dans les appareils bureaucratiques au service de la bourgeoisie.

La politique des réformistes du PAGS ne diffère pas fondamentalement de celle du FLN et donc de la bourgeoisie. Tous ensemble, ils se prosternent devant la bonne gestion de l'économie nationale c'est-à-dire du capitalisme. Ce que le FLN cherche à avoir par la répression, le PAGS voudrait l'avoir par la collaboration de classes. Le FLN veut une

correspondance

Nous avons reçu une lettre qui témoigne des méthodes utilisées par les barbouzes de l'UGTA pour neutraliser les militants syndicaux jugés «indésirables». Nous en publions ici un extrait.

«Le 7 juin dans l'après-midi, alors que le bureau de la FTEC de Wahran (Oran) était en réunion avec les sections syndicales convoquées régulièrement, des éléments de l'Union de Wilaya et des deux Unions territoriales de la ville ont brutalement fait irruption dans la salle. Après avoir enlevé l'écriteau du bureau de coordination accroché à la porte, ils ont prié les membres du bureau de coordination et les sections syndicales présentes de quitter les lieux. Ils leur ont signifiés qu'ils ont reçu un télex leur interdisant toute activité syndicale [...]

OBJECTIFS DE CLASSE

classe ouvrière qui travaille, se serre la ceinture et rien d'autre. Le PAGS veut arriver au même but mais avec le consentement des travailleurs, ce qui l'amène à poser parfois certaines revendications de la classe ouvrière... mais simplement et exclusivement comme conditions favorables à la bonne marche de l'entreprise.

De leur côté, les trotskystes du GCR n'ont pas une position fondamentalement différente de celle du PAGS malgré leur phraséologie révolutionnaire. Pour les trotskystes, la direction actuelle de l'UGTA, bien qu'elle s'affirme partie intégrante de l'Etat bourgeois, «peut se trouver portée malgré elle à la tête d'un mouvement de masse en quête d'alterna-

tive globale à la faillite du régime bourgeois». Comment un rouage de l'Etat bourgeois peut-il se trouver à la tête d'un mouvement de masse qui, pour le moins qu'on puisse dire aura à s'affronter à l'Etat bourgeois? Les trotskystes donnent l'exemple de l'UGTT en Tunisie.

POUR L'ORGANISATION INDEPENDANTE DES TRAVAILLEURS

Or, s'il y a bien un danger auquel les travailleurs d'avant-garde doivent se prémunir, outre la répression syndicale ouverte, c'est bien celui qui consiste en l'utilisation des luttes et des sacrifices de la classe ouvrière pour une bureaucratie syndicale à des fins de marchandage bourgeois.

Cela est d'autant plus vrai qu'il ne s'agit même pas d'une bureaucratie syndicale au sens classique comme en a connu le mouvement ouvrier en Europe mais d'une bureaucratie syndicale née en dehors des luttes ouvrières et dont le sort est congénitalement lié à celui de la bourgeoisie.

La perspective qui doit donc guider les travailleurs combatifs ce n'est pas la «défense de l'UGTA», car dans les conditions actuelles cela signifie la défense de la politique de collaboration de classes qu'entend développer la direction Debbih-Boudina avec l'appui des réformistes du PAGS. Par contre les travailleurs combatifs ont pour devoir de se mobiliser et d'engager la lutte à chaque fois qu'un travailleur ou un militant syndical est frappé par la répression quelle que soit l'idéologie ou la tactique syndicale qu'il prône.

Les travailleurs combatifs doivent s'appuyer sur le besoin de contrer la répression syndicale qui se manifeste dans les entreprises pour faire avancer la nécessité de l'**organisation indépendante des travailleurs** sur la base de leurs revendications de classe, en dehors de l'influence des bureaucrates syndicaux et de tous les champions de la collaboration de classes.

L'enjeu de la bataille syndicale qui se dessine en Algérie, c'est le **pouvoir d'achat** des travailleurs que l'inflation de ces dernières années n'a pas cessé de grignoter. C'est seulement en s'appuyant sur les besoins fondamentaux des travailleurs qu'on pourra effectivement les mobiliser. C'est aussi la condition préalable pour que les brèches qui s'ouvrent sur le mur du syndicat puissent être vraiment mises à profit par les travailleurs.

Car, en l'absence de liens clandestins entre travailleurs combatifs de plusieurs entreprises et, par la suite, de réseaux organisationnels constitués sur la base de la défense intransigeante des revendications de classe,

suite p.18

Le cynisme du PAGS

L'Assemblée adopte des mesures concernant le travail des femmes en Algérie et le PAGS applaudit (*Saût-el-Cha'b* du 15. 03). En effet l'Assemblée a décidé — entre autres gentilles — d'interdire le travail de nuit aux femmes de et leur imposer le travail à mi-temps. Le PAGS soutient que ce sont là des «mesures positives» (il salue «l'abolition du travail de nuit» lorsque les députés eux-mêmes n'hésitent pas à parler d'«interdiction» (*El Moudjahid* du 16. 12. 80... bientôt, avec autant de cynisme, le PAGS pour désigner le chômage parlera ... d'abolition du travail)).

Mais, pourquoi donc positives ? Ecoutez bien, parce que ces mesures «lient les impératifs du développement économique et social à certains traits de nos réalités socio-culturelles» (en clair, il n'y a pas assez de travail pour tout le monde, contentons-nous de miettes); quant aux réalités socio-culturelles, devinez ce qu'elles cachent lorsque le PAGS se félicite dans un autre article que l'UNJA organise un concours de récitants du Coran et fasse une collecte pour construire une mosquée... et lorsqu'il demande l'adoption d'un code de la famille «conforme aux valeurs islamiques» (peu importe le bla-bla-bla qu'il rajoute pour faire passer la pilule).

Quant au travail à mi-temps, le PAGS, lui, y voit un «acquis positif pour des femmes auparavant sans travail». Eh oui, que voulez-vous, c'est mieux que rien, non? A l'entendre, nous devrions nous réjouir qu'on ne nous ait pas tout bonnement interdit de travailler !

Mais, surtout, insiste le PAGS «il demeure de la responsabilité de tous les esprits ouverts au progrès d'œuvrer à l'essor d'une morale saine de la famille.» C'est vrai n'oublions pas la morale, même dans «...les odeurs insupportables dégagés par des canalisations d'évacuation d'eau usées... dans des chambrettes aux dimensions très réduites (quelques mètres carrés)» où «habitent encore quelques familles palotes, anémiées, des ribambelles d'enfants... ici et là, des morceaux de plafond menacent d'effondrement, deux cordes en nylon... c'est là qu'il faudrait se cramponner à la Tarzan à un signal guttural, nous voilà tirés à la lucarne à force de bras... nous sommes au deuxième étage, les escaliers se sont effondrés.»

Manuel d'histoire du Moyen-âge? Pensez-vous ! *El Moudjahid* du 30 mars 1981 décrit là l'un des innombrables logements pourris dans lesquels vivent ces familles qui ont pour devoir, selon le PAGS, de préserver malgré et envers tout «une morale saine de la famille». Vous avez compris : il se paie notre tête.

La réduction (3^e mesure dont se félicite le PAGS) du temps de travail des femmes enceintes d'une heure est minable surtout quand on sait comment cela se traduit dans la pratique. Même le PAGS se voit contraint d'avouer les «risques» de diminution des salaires et autres «pénalisations».

Non décidément, pas de pitié pour ceux qui veulent nous faire baisser la tête et accepter le bâton.

SOLIDARITE AVEC LES

Officiellement, il n'y aurait pas de prisonniers politiques en Algérie. Comparé à d'autres dictatures militaires, le régime politique algérien agit sans doute moins spectaculairement. La sinistre Sécurité Militaire qui sévit en Algérie préfère agir à l'ombre, presque clandestinement. Elle ne demeure pas moins expéditive. Contre les militants révolutionnaires qui lui tombent entre les mains, elle n'hésite pas à user de méthodes de triste mémoire héritées du colonialisme.

Les villas qui abritaient les bureaux et les caves du 2^e Bureau français ont été à peine réaménagées. Les tortionnaires de la Sécurité Militaire ont tout juste eu le temps de remplacer ceux qui étaient au service du colonialisme. Personne n'entend les cris des militants confrontés à toutes sortes d'épreuves physiques et morales dans les sous-sols des villas situées sur les hauteurs d'Alger.

Et pourtant tout y est. La bouteille attachée au tabouret, l'électricité à 220 volts, l'eau savonneuse, le tuyau dans l'anus et puis le zèle du capitaine Amrani et de ses lieutenants Khelil et Attik qui ont brisé la clavicule et paralysé l'épaule droite de notre camarade Benkhallat.

S'il est vrai que la Sécurité Militaire constitue le corps de répression le plus redoutable en Algérie, elle est loin d'être l'unique instrument de la bourgeoisie pour sauvegarder son Ordre d'exploitation et d'oppression. La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dispose, outre ses CNS (brigades d'intervention) spécialisés dans la répression des mouvements de masse, d'une police politique qu'on a vue récemment à l'œuvre dans l'opération d'enlèvement des militants du Collectif culturel d'Alger.

Le Darak-el-Watani (gendarmerie) pour sa part est de plus en plus appelé à intervenir contre les manifestations populaires qui éclatent dans les petites localités de l'intérieur et surtout contre les grèves ouvrières (Sonacob du port d'Alger, DCL d'Alger, Sonatrach de Béni Merad, etc.)

En l'absence du mouvement de masse, la répression bourgeoise visait surtout des militants ou des groupes de militants restreints et isolés. La guerre psychologique héritée des S.A.S. coloniaux aidant, la bourgeoisie a réussi à donner à la répression un caractère presque occulte qui contribuait à semer en Algérie un climat de peur, d'espionnage et de flicomanie, lequel se nourrit de la dispersion des militants et de la division entretenue dans les rangs des masses populaires.

C'est pourquoi dans ces conditions, plus que jamais, seule la mobilisation des masses dans l'union peut faire reculer l'Etat bourgeois. Car il n'y a pas à en douter, *la lutte au coude à coude la peur se volatilise*. L'irruption des masses dans la rue en Kabylie durant ces deux dernières années a mis à nu le vrai visage de l'Etat mais aussi ses limites en matière de répression. La bourgeoisie redoute par dessus tout que l'escalade de la répression et surtout sa «massification» ne débouchent sur la radicalisation du mouvement de masse.

Alors la bourgeoisie essaye de revenir à ses vieux réflexes: sélectionner avant de frapper. Sur des milliers de manifestants, et peut-être plus à Béjaïa, elle emprisonne 160, notamment ceux qui sont responsables de la rédaction et de la diffusion des tracts. A Alger, elle emprisonne 23 militants du Collectif culturel espé-

rant ainsi désarmer le mouvement qui se dessinait.

Cependant, cette méthode de répression sélective ne pouvait marcher relativement que lorsque le mouvement de masse était absent. Aujourd'hui, le malaise social ne cesse de s'accroître de l'aveu même des bourgeois. Il débouchera nécessairement sur des affrontements avec l'Etat bourgeois qu'il s'agit de préparer pour que les masses en profitent au maximum.

Dans l'immédiat, il est urgent d'intensifier le travail de sensibilisation sur la question de la répression en Algérie en se donnant pour axes:

— LA LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES;

— LES LIBERTES POLITIQUES SYNDICALES ET CULTURELLES, ce qui suppose la reconnaissance des langues populaires.

Nous soutiendrons toute initiative allant effectivement dans ce sens. Il est également du devoir de tous les comités de lutte, cercles et noyaux existant en Algérie de prendre en charge cette campagne de solidarité avec TOUS les prisonniers politiques jetés dans les geôles de la bourgeoisie SANS CONDITION NI EXCLUSIVE.

Dans le but de contribuer à briser le mur du silence qui entoure les victimes de la répression bourgeoise en Algérie, nous publions dans ce numéro les listes de prisonniers dont nous avons pris connaissance. Nous invitons tous nos lecteurs à contribuer de leur côté à ce travail en envoyant au journal toute information susceptible d'aider au travail de sensibilisation sur la question de la répression

Les emprisonnés d'El-Harrach

A la suite d'un rassemblement organisé par le Collectif culturel d'Alger le 19 mai, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la date où les étudiants algériens ont rejoint les maquis, un groupe d'étudiants nationalistes se réclamant du Baath ont attaqué les étudiants du Collectif culturel. A la suite de cet incident, la police a ensuite arrêté 23 militants du Collectif.

Ces camarades sont inculpés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, «atteinte à l'unité nationale», «constitution de collectif à caractère subversif», «association de malfaiteurs», «rédaction, détention et diffusion de tracts et documents à caractère séditionnel», «destruction de biens de l'Etat» et «port d'armes prohibées».

Il s'agit de:

Ouraud Meziane — Mames Lakhdar — Bacha Mustapha — Balaouane Rabah — Zeggane Omar — Kaci Rachid — Ihaddadene Ali — Ihaddadene Hachemi — Ait Larbi — Hamouda

Abderzack — Bencheikh Mohand Ameziane — Areb Cherif — Laksi Mokrane — Benkhemou Mustapha — Ben Ramdan Arezki — Boukrif Salah — Bouchema Rachid — Fellag Mouloud — El Kadi Ihsène — Lahmar Messaoud — Houati Abdennour — Ait Chelloul Youcef — Larbi Mokrane.

Les emprisonnés de Béjaïa

Le 19 mai à Béjaïa, des manifestations de plusieurs milliers d'étudiants, de lycéens, de travailleurs et de chômeurs se sont déroulées contre la décision des autorités de transférer le siège du centre universitaire de Béjaïa à Jijel en signe de représailles contre la participation des masses de Béjaïa au «Mouvement du printemps» 1980-81. Ces manifestations se sont vite transformées en émeutes contre la «misère matérielle et culturelle des masses». Les forces de répression ont arrêté des centaines de manifestants. 160 d'entre eux sont

PRISONNIERS POLITIQUES!

toujours emprisonnés et vont passer devant des tribunaux de flagrants délits.

Parmi ces 160 on compte :

Raham Ahcène — Manadi Kaci — Menguelati Djamal — Ayadi Boualem — Aizel Khelil — Tigidet — Ahar — Chebbi Tayeb — Bellache Mohamed Cherif — Boutrid Mohamed Larbi — Ouati Abdellaziz — Cherbi Ali — Balabbas Youcef — Moussouni Salah — Dai Ali — Ghedjou Abdelkader — Nait Haddad Ourabah — Chibane Zair — Belalouche Mohamed Saïd — Brait Mustapha — Bellache Boukhalfa — Tayebi Salah — Aouchiche Zahir — Ait Yahya Hachemi — Benaoussili Ali — Cheurfa Abdellouahas — Meziane Saadi — Adalou Rachid — Bellal Mouloud — Houcini Abdelwahad — Hammedi Mourad — Zaidi Saïd — Ichouhène Mouloud — Lakh-dari Hamid — Amrane Rachid — Arab Aïssa — Boukerrou Mohamed — Benallaoua Mohamed Akli.

Depuis le mois de février, quatre jeunes sont emprisonnés à Akbou pour avoir affiché un appel à la lutte, il s'agit: Belamri Brahim — Ouaret Rachid — Yacoubi Boubekeur — Agoua Nacer.

Depuis l'automne 1980, quatre personnes sont emprisonnées dans la région de Tizi-Ouzou pour s'être révoltées contre les autorités locales, il s'agit de: Lounis Hacène — Saidoune Omar — Saidoune Ouidir — Abdelli Chaabane.

Trois jeunes sont emprisonnés depuis plusieurs mois pour avoir été trouvés en possession de tracts, il s'agit de: Ould Ameur Mezioud (emprisonné à Boufarik) — Cheballah Saïd (emprisonné à Bordj Manaiel) — Boumbar Idriss (emprisonné à El Harrach).

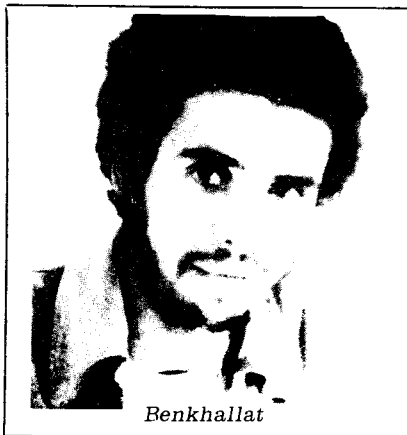
Solidarité avec ceux de Lambèse

Tous les prisonniers politiques actuellement détenus à la prison centrale de Tazwult-Lambèse sont passés entre les mains des tortionnaires de la SM avant d'être condamnés pour «atteinte à la sûreté de l'Etat». Les conditions de détention inhumaines s'ajoutent ainsi aux effets de la torture.

■ Notre camarade BENKHALLAT Rabah souffre de la paralysie de son épaule droite. Les tortionnaires lui ont brisé la clavicule. Depuis trois ans, il n'arrive pas à se coucher autrement que sur le dos. L'électricité (220 volts) utilisée par le capitaine Amrani et ses lieutenants Khallil et Attik lui ont gravement affecté l'appareil génital lequel se trouve actuellement paralysé. Sa langue a été complètement déchirée sous l'effet du courant électrique continu. L'impact psychologique a laissé sur lui de nombreuses traces:

troubles périodiques, insomnie, cauchemars.

■ HAROUN Mohamed condamné à perpétuité, a été atteint d'une angine en octobre 1979. Le manque de soins et l'indifférence ont transformé cette maladie en rhumatisme articulaire



Benkhallat

aigu. Actuellement, il a des crises cardiaques et des douleurs dans les reins.

■ YENNEK Mokrane, condamné à dix ans de prison, atteint d'une amygdalite ou d'une rhyngite, aucun diagnostic sérieux, douleurs au niveau des veines jugulaires, douleurs atroces au larynx et jusqu'aux épaules et à la poitrine, infection broncho-pulmonaire, douleurs dans les reins, rhumatisme.

La direction pénitentiaire refuse aux détenus le droit de se faire soigner.

La plupart des prisonniers politiques de Lambèse souffrent de plusieurs maladies à la fois (maux d'estomacs, de dents, des yeux, ulcères, maladies de peau, etc.) Ils ont un besoin urgent de notre solidarité! Luttons avec eux pour leur arracher le statut de prisonnier politique, pour leur libération totale!

Liste non exhaustive des militants condamnés pour atteinte à la sûreté de l'Etat détenus à la prison de Lambèse

NOM PRENOM	ECROU	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	CONDAMNATION	DATE ET LIEU DU PROCES
HAROUN MOHAMED	6491	Etudiant	1949	Perpét.	2-3 mars 76 Cour de sûreté Médéa
CHERADI HOCINE	6490	Ag. Sonatrach	1949	Perpét.	
KACI LOUNES	6492	Des. indus.	1952	20 ans	
ACHAB M'HAMED	6947	Métreur	1947	15 ans	21.5.76 Trib. militaire de Blida
BAHBOUH TAHAR	6948	Ag. Sogedia	1946	15 ans	
METREF LATAMEN	6953	Proth. dentaire	1943	12 ans	
HEMMICHE RACHID	—	Ag. Sonatrach	1952	10 ans	
YENNEK MOKRANE	6955	Ag. PTT	1952	10 ans	
CHERIFI AHCENE	6951	Ag. PTT	1954	10 ans	
CHAMI AMRANE	6949	Ag. ONCV	1949	10 ans	
CHEHEB AMRANE	6950	Ag. Sonelgaz	1952	10 ans	
BELOUZ TAYEB	1335	ouvrier	1943	5 ans	
HAMZA LAID	1338	ouvrier	1941	5 ans	21.12.80 Trib. militaire de Blida
BARIKA BOUBEKEUR	1336	ouvrier	1941	5 ans	
BENKHALLAT RABAH	1337	Elè. officier	1956	6 ans	
KENDOUR ABDELMALEK	1339	Elè. officier	1955	6 ans	27.12.80 Trib. militaire de Blida
AKKACHE SID ALI	1334	Employé	1954	5 ans	

Algérie: la baraka n'y est plus

La situation économique et sociale qui prévaut en Algérie est catastrophique. Un de nos lecteurs a choisi un certain style pour en rendre compte. Nous publions ici intégralement sa lettre.

Wahran, le 15 août 1981

Avec l'élimination des derniers représentants spirituels du consortium d'Oujda il semble que la nouvelle équipe se soit raffermie et qu'elle ait trouvé son équilibre statique.

La plupart des portefeuilles ont été distribués à de nouveaux inconditionnels, il ne reste maintenant que les emplois de concierge à pourvoir.

Les tenants de la nouvelle équipe qui n'est qu'une résultante des sous-groupes de l'ancien consortium montrent au-delà des compromis et des règlements de compte qui jalonnent leur ascension qu'ils se veulent sans fard plus représentatifs de la bourgeoisie en général.

Cette volonté se caractérise par leur souci ou leur détermination de remise en ordre des affaires publiques, d'assainissement et de l'instauration d'une plus grande discipline dans le travail quitte à réprimer durement toute manifestation ou arrêt de travail.

Parallèlement à cela et dans le but évident de prévenir tout mouvement des masses a été engagé une action de réactivation du parti comme source d'informations qui serait un complément appréciable à celles fournies par les services officiels.

Dans tout cela où en sommes nous ?

Le chômage : si *El Moudjahid* n'en parle pas c'est qu'il n'existe pas ; il touche les autres pays mais pas nous, grâce à Dieu !

Les salaires : les travailleurs n'ont pas à faire la grève, ils ne sont pas exploités, ils travaillent pour eux-mêmes ; ceux qui n'y croient pas n'ont qu'à lire *El Moudjahid* ou les slogans !

Les grèves : *El Moudjahid* n'en connaît pas, s'il y en a c'est certainement dans les autres pays et surtout au Maroc.

Le logement : on s'en occupe, le gouvernement met tous les moyens pour résoudre ce problème en attendant, épargnez, voilà ce que dit la presse là où la faillite du régime n'est plus à démontrer. A l'heure actuelle tous les châteaux et les plus grandes surfaces à bâtir ont été attribués aux bourgeois et aux notables des régimes succésifs : les cadres désireux de construire

une maison ont été invités à se constituer en coopérative et toutes les facilités leur seront accordées. La farce de la vente des habitations n'est en définitive que la régularisation de cette situation.

L'alimentation : vous mangez trop et vous êtes trop exigeants s'exclame *El Moudjahid*.

L'Etat importe des usines, des voitures, des télévisions, des réfrigérateurs, des pièces de rechange, il paie l'assistance aux capitalistes le tout en devises «très» fortes.

C'en est trop, il ne peut pas tout faire à la fois ! La hausse des prix : elle nous vient des capitalistes de l'étranger et les antinationalistes mandataires et intermédiaires en tous genres font le reste. La formation : l'Etat consacre beaucoup d'argent à ce secteur, on le remercie ! A défaut de constructions nouvelles suffisantes la démarche des autorités consiste à faire le vide pour les nouveaux par le biais des exclusions des anciens élèves.

L'analphabétisme, la médiocrité de l'enseignement, sa forte ponction sur le budget des familles et l'entassement des salles de classe sont l'image de marque du pays. La santé : la médecine gratuite un acquis de la révolution, nous apprend *El Moudjahid*. En dehors des pots de vin à servir ici ou là pour une hospitalisation, une prise en charge ou une radio. L'infrastructure sanitaire se trouve dans un état lamentable et accuse un retard à l'image du logement.

L'infrastructure routière : seules les voies principales et les artères du centre des villes sont plus ou moins entretenues. Nul ne se soucie des trottoirs et pourtant les prostituées ne manquent pas. L'éclairage public : des innovations au niveau des artères principales pour le reste le clair de Lune suffira. L'eau s'il en manque c'est la faute aux barrages qui se sont envasés et aux fuites dues à la vétusté des canalisations : la baraka n'y est plus, dommage ! Au niveau des communes et des wilayates c'est le record des faillites. Les membres de ces assemblées ne font dans l'ensemble que mieux gérer leurs affaires personnelles grâce au plébiscite du peuple. Forts de leur position et à l'instar des autres supports du régime, ils monnayent à l'occasion leurs signatures.

Le parti : si le parti enregistre des adhésions, il s'agit dans la

plupart des cas de postulants aux postes de conseillers des différentes assemblées.

L'armée : à l'intérieur la liquidation et l'isolement des biens pensants constituent la règle ; malgré cela et au-delà de la soumission de ses cadres grâce au nombre incalculable de facilités qui leur sont accordées elle traverse une crise qui n'a à l'heure actuelle pas dépassé les limites de la caserne.

La presse : les responsables de la presse en personne viennent par la constatation de la mévente des journaux prouver que les écrits monotones et uniformes ne sont plus de mise pas plus que les incessants coup de chapeau à l'action, à la justesse et la clairvoyance des officiels du régime. Ils en sont à se poser la question : comment rendre la démagogie et le mensonge plus mordants.

La corruption : pour *El Moudjahid* si on ne la voit pas c'est qu'elle n'existe pas. Allons donc c'est le mal des pays capitalistes, là-bas des ministres sont impliqués : belle moralité. Chez nous les dirigeants sont au-dessus de tout soupçon.

Les bourgeois : la bourgeoisie ne dirige pas le pays puisqu'elle n'est ni au parti ni au gouvernement. Ma foi si les bourgeois ont de somptueuses villas, s'ils dominent l'activité économique, s'ils ont tout et s'ils font tout, cela tient sûrement à leur situation.

Telles peuvent être les élucubrations de la presse dont la fonction est d'endormir les populations, si les anciens marabouts parlaient pour le faire, les nouveaux écrivent.

En fin de compte malgré la politique du silence sur les réalités du pays, malgré la mise sur pied de tout un personnel soudoyé par tous les moyens pour faire office d'assise au régime, malgré l'emploi de tous les procédés démagogiques, malgré la censure, la répression et l'intimidation, malgré les interdictions d'association et l'absence de liberté, nous sommes enfin arrivés à un début de prise de conscience de la part d'une partie de la population. Les mouvements de rues et les grèves ici et là n'en sont que le signal.

Si le régime ne se sent pas en danger tant que les mouvements de mécontentement restent isolés il est certain que les résultats obtenus ne seront que partiels et vite perdus tant qu'un encadrement et un programme clair feront défaut à ces mouvements de révolte.

Solidarité contre la répression au Maroc

1000 morts, des milliers de blessés, 2000 arrestations. Tel est le bilan connu de la répression sauvage qui s'est abattue sur les prolétaires et les masses laborieuses marocaines le 20 juin dernier. A Casa, Rabat, Meknès, Marrakech, Fès, Oujda, Nador, Borkane, Kenitra et Agadir, les masses sont descendues courageusement dans la rue, la poitrine en avant, face aux balles de la police et de l'armée monarchistes pour exprimer leur ras-le-bol devant l'austérité et la répression auxquelles elles sont confrontées quotidiennement. Par leur mise en mouvement et le défi qu'elles ont lancé aux forces de l'Ordre bourgeois, ses tanks et ses hélicoptères, les masses marocaines ont dit: Non ! Nous ne paierons pas les frais de la guerre réactionnaire du Sahara Non ! à l'austérité qui veut dire misère pour les masses et richesse pour les bourgeois !

Aujourd'hui que nos frères de classe sont tombés sous les balles du despotisme bourgeois, les militants et les révolutionnaires sincères doivent continuer la lutte pour que le sang de nos frères tombés à Casa et ailleurs n'ait pas coulé en vain. Cette lutte passe nécessairement par la solidarité active avec les victimes de la répression bourgeoise au Maroc et, en premier lieu, la lutte pour arracher leur libération.

Il y aurait eu, de l'aveu du boucher Hassan II lui-même, 2 000 arrestations suite aux événements du 20 juin dernier. Il est de notre devoir, au Maroc et ailleurs, de nous mobiliser pour les arracher des griffes de la bourgeoisie.

Ces camarades qui croupissent en prison dans d'odieuses conditions, passent, dans les meilleurs des cas, devant le tribunal par «fournées» de trente personnes avec des verdicts, pour l'écrasante majo-

prolétariat et des masses exploitées lorsqu'elle ne les a pas tués à coups de mitraillettes. Ceux qui ont échappé à la mort ont eu pour 5 et 10 ans de prison. Quant à ces messieurs de l'USFP, la bourgeoisie a juste voulu les prévenir comme on prévient les laquais: «Vous n'avez pas fait votre travail de pompiers sociaux. Je vous préviens pour les prochaines fois!». Ces larbins de la bourgeoisie ont d'ailleurs vite entendu et compris.



rité, prononcés d'avance. Les peines sont lourdes : 5 à 10 ans de prison ferme. Ce sont là les peines prononcées à l'encontre des sans-réserves, des laissés pour compte.

Pour les bureaucrates de la CDT (Confédération Démocratique du Travail) et les politiciens véreux de l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires) les choses vont autrement: acquittements, sursis et, dans le pire des cas, 6 à 12 mois de prison. Cela doit nous ouvrir les yeux. La justice bourgeoise a condamné d'avance les enfants du

En effet, le BP de l'USFP faisait semblant de protester, début juillet, et ce, en dénonçant la «violation des droits de la défense», la «constitution irrégulière des tribunaux». Comme s'il pouvait y avoir des tribunaux «réguliers» dans cette société bourgeoise. Les «socialistes» de l'USFP ont par ailleurs demandé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire! Comme si on pouvait demander au bourreau en chef, Hassan II, de juger ses propres crimes.

Ces messieurs de l'USFP cra-

chent sur ceux qui sont morts en rejetant les accusations portées contre eux (incitation à la grève et trouble de l'ordre public). Ils disent par là même!: Non, nous, l'USFP, et l'appareil de la CDT, ne sommes pas responsables». Mais cela n'est pas tout. Au début juillet, l'USFP est même allé jusqu'à envoyer M. Radi, le chef de son groupe parlementaire, défendre en compagnie de Hassan II, l'«intégrité territoriale» du Maroc (à la conférence de l'OUA à Nairobi), c'est-à-dire la poursuite de la guerre réactionnaire contre le peuple sahraoui.

Le rappel de ces faits doit être une leçon pour tous les militants sincères. Il n'y a rien à attendre ni de l'USFP, ni de la CDT, ni du PPS. Tous ces messieurs ne sont là ni pour lutter contre la répression bourgeoise, ni pour défendre les intérêts des masses laborieuses et encore moins pour la victoire du socialisme. Ceux qui veulent lutter vraiment contre le système d'exploitation et d'oppression capitaliste qui sévit au Maroc comme partout ailleurs, ceux qui veulent venger nos frères tombés sur le champ de bataille, à commencer par la lutte contre la répression bourgeoise et pour arracher la libération de tous les détenus, doivent tourner le dos aux traîtres qui se plaisent au Parlement avec Hassan. Ceux qui veulent vraiment lutter doivent se placer sur le terrain de la lutte indépendante de classe. Ils doivent compter avant tout sur le travail de sensibilisation et de mobilisation des masses qui ont montré un trésor de courage et de combativité et qui ont aujourd'hui cruellement besoin de s'organiser et de s'éduquer pour faire face à la bourgeoisie et à son Etat.

Lisez et diffusez



Les Enseignements
du «Mouvement
de Printemps»

Le PCT à plat ventre

L'éveil du prolétariat tunisien lors des glorieux événements du 26 janvier 1978 a semé la panique au sein du parti gouvernemental et dans l'ensemble de la classe bourgeoise. Le spectre de la lutte de classes hante la Tunisie. Le mythe du peuple uni autour de son « combattant suprême » s'effondre.

La stabilité et la paix sociale payées par la misère croissante des masses laborieuses sont ébranlées. Ni la répression sauvage ni les camps de concentration ne suffisent à enterrer la lutte de classe qui rejaillit du sous-sol social d'une façon plus incisive. Face au danger de cette lutte de classe du prolétariat, la bourgeoisie veut se doter d'un visage démocratique.

Pour y aboutir, on élimine les soi-disant « fascistes », Nourira et Cie, et on les remplace par des chacals trempés dans les bains de sang du prolétariat tunisien, déguisés pour l'occasion en « honnêtes gens » au service des masses opprimées. Les préoccupations des bourgeois sont les suivantes : 1°) le peuple tunisien a évolué d'une façon remarquable du point de vue politique ce qui nous impose de revoir notre organisation politique dans sa forme et dans sa pratique ;

2°) la reconnaissance d'opérer un changement politique en profondeur qui s'adapte à la situation actuelle ;

3°) la reconnaissance des erreurs commises par le parti gouvernemental durant les années passées ce qui a poussé le pays à vivre des crises reconnues par tous ;

4°) la reconnaissance de l'existence aujourd'hui d'une force nouvelle en Tunisie et de l'obligation d'« associer tous les courants nationalistes dans l'établissement des grandes lignes de la politique du pays sur les deux plans : interne et externe ». (Discours de Bourguiba à l'ouverture du congrès du Destour, reproduit dans *El-Mostaqbal* du 22.06).

Cette déclaration montre tout le souci de la bourgeoisie de forger une opposition à son image capable de canaliser les énormes potentialités explosives qu'engendre la crise économique et sociale.

Le parti révisionniste tunisien (PCT), fidèle à sa politique de trahison, se jette à plat ventre sur les propositions de ses maîtres. Les événements du 26 janvier ont déjà été qualifiés par son leader

Ennafa d'« incidents graves » qu'il faut ranger dans la catégorie du « regrettable ».

Surpris par cette révolte spontanée où le prolétariat a rejeté la voie du compromis de Achour et a empoigné l'arme de la violence de classe, le PCT a déclaré : « *Il est profondément regrettable qu'à la reconnaissance de l'autonomie du mouvement syndical, on ait préféré l'affrontement et la répression ; il est profondément regrettable qu'à l'ouverture démocratique et au dialogue, on ait préféré l'épreuve de force comme solution à la crise.* » Et Ennafa ajoute : « *Lorsque se produisent des explosions de ce genre [les jeunes incontrôlés], on ne peut exclure toutes sortes de débordements.* »

Alors il faut effacer ce passé, restaurer l'« unité nationale », faire accepter au prolétariat son sort pour assurer la bonne marche du capitalisme, tels sont les objectifs du PCT.

C'est pour cela qu'aux dernières élections législatives, le PCT a voulu se montrer comme un parti docile, « reponsable », digne du rôle de partenaire social du Destour : « *Le problème principal soulevé aujourd'hui dans notre pays n'est pas seulement le problème des élections mais aussi le problème de la multiplicité des partis et la légalisation des partis existants* »

sur la scène politique et de leur permettre de s'organiser et de s'exprimer dans le cadre de la constitution du pays » (*El-Mostaqbal* du 26.06).

Comme dans les autres pays du Maghreb, les révisionnistes adeptes de la théorie de la « voie non capitaliste de développement » sont toujours davantage appelés à servir de roue de secours pour le grand bien du capitalisme en crise. Les travailleurs et militants d'avant-garde doivent en tirer les leçons qui s'imposent en travaillant inlassablement à organiser les prolétaires combattifs en dehors de l'influence des bureaucrates corrompus qui ont lié leur sort à celui de la bourgeoisie.

el-oumami
l'internationaliste - الأمازيغ
parti communiste international

**Le rôle
contre-révolutionnaire
de l'ouverture en cours
en Tunisie**

supplément à *El-Oumami* n°11 - Octobre 1980

2FF

Témoignage sur la répression en Tunisie

Le 8 juillet arrivé du bateau de France au port de Tunis-La-Goulette, à la descente du bateau, un travailleur est appelé aux renseignements ; là on lui prend son passeport et au bout de quelques heures, on le convoque à la D.S.T. de Tunis pour récupérer son passeport.

A l'arrivée, au service de Bel Hadj (chef de la D.S.T.), on lui demande s'il connaît dans une ville de France des militants, français et tunisiens, membres supposés du PRPT. On le frappe, l'insulte, le menace, entre autre, de le laisser 6 mois en prison. On lui montre des tracts diffusés en France, on lui demande ce que font ces gens, où ils se réunissent, etc. Le travailleur répond finalement qu'il ne fait pas de politique, que ce sont simplement des connaissances amicales.

On le frappe de nouveau « Tu te fous de nous ! » puis on le menace s'il continue à fréquenter ces gens ; on lui demande de dire à deux autres travailleurs habitant la même région de venir à la D.S.T.

Et on fait la même chose pour ces travailleurs. Il faut dire que ce bureau de Bel Hadj est spécialement étudié pour la torture des opposants (torture de l'hélicoptère, etc.)

Pendant toutes les vacances ces travailleurs ont dû venir régulièrement à Tunis (à plus de 100 km de leur village) pour se faire contrôler par la D.S.T. ; et ils se sont faits de nouveau menacer au moment de reprendre le bateau.

C'est une chose qui se passe très souvent pour les travailleurs qui reviennent de France ; on essaye de les intimider, de les menacer.

Dans ce cas la police était très bien renseignée sur ce qui se passe dans la ville où habitent ces travailleurs. Cela montre que c'est la police française qui recueille ces renseignements et les communique à la D.S.T. tunisienne.

Le «Mouvement du printemps» et la nécessité du parti marxiste révolutionnaire

1. La situation actuelle en Algérie se caractérise par les tendances suivantes: aggravation de la crise économique et sociale (pénuries, hausses des prix, crise du logement, chômage des jeunes), approfondissement du ras-le-bol général des masses populaires et durcissement des luttes sociales. Depuis la vague des grèves de l'été 1977 et surtout depuis le déclenchement du «Mouvement du printemps» en mars 1980, ni la répression ni la démagogie n'ont réussi à freiner le mécontentement des masses populaires. Celui-ci s'exprime de façon multiforme: résistance passive par le boycott de la «bataille de la production» qui signifie produire pour engraisser les bourgeois, grèves sauvages souvent à l'insu des bureaucrates syndicaux, protestations de colère, manifestations de rue, émeutes: El Asnam, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bouira, Dellys, Maella, Bordj-Menaël, etc.

2. Jusqu'ici les émeutes populaires ont éclaté dans des villes et des villages de l'intérieur où le contrôle et la pression des appareils bureaucratiques et répressifs de l'Etat bourgeois sont moins forts et où la solidarité instinctive des masses exploitées est beaucoup plus spontanée. C'est dire que l'ampleur que prend le mouvement de masse est **inégalement** en Algérie suivant les régions et les secteurs qui sont à leur tour **inégalement** touchés par la crise sociale et qui subissent de façon **inégalement** le poids de la répression et de la démagogie pour des raisons géographiques et historiques. Là où le mouvement de masse a pris aujourd'hui une envergure sans précédent dans l'histoire de l'Algérie indépendante c'est la Kabylie au sens large, c'est-à-dire dans trois wilayas: Tizi-Ouzou, Bouira, Béjaïa. Et pour cause. La situation sociale qui prévaut en Kabylie est catastrophique. La Kabylie est une des régions les plus touchées par les effets désastreux de la colonisation française en Algérie. Le facteur des conditions naturelles très dures dans cette région en partie montagneuse se conjugant avec l'incapacité de la bourgeoisie algérienne à faire une réforme agraire sérieuse, malgré ses déclarations tapageuses en la matière, il est naturel que l'indépendance n'ait rien pu apporter aux masses prolétaires et paysannes pauvres **sur le plan social**. On assiste depuis à une aggravation flagrante de la tendance à la paupérisation des larges masses paysannes qui se trouvent ainsi éjectées de la campagne. L'exode rural qui en découle est considérable. Dans la seule wilaya de Tizi-Ouzou, plus d'un actif sur trois est en France et un sur quatre est au chômage. A eux seuls, les Kabyles constituent 65% de la population algérienne émigrée en France. Ajoutons à cela le fait que la **répression culturelle** qui a été le détonateur du «Mouvement du printemps» est beaucoup plus ressentie en Kabylie que dans les autres régions.

3. Il s'en suit que la situation actuelle en Algérie dicte aux militants d'avant-garde et aux révolutionnaires des tâches de deux ordres:

a) Dans les régions où le malaise social n'a pas encore débouché sur de véritables explosions de colère comme cela a été les cas par exemple à Tizi et Béjaïa, l'axe central du travail doit être **la sensibilisation et la mobilisation des masses** pour la prise en charge directe des revendications **politiques et sociales** les plus urgentes et pour manifester une **solidarité concrète** envers les masses qui luttent en Kabylie. Cela signifie qu'il faut travailler en vue de mettre sur pieds des comités de sensibilisation et de soutien qui auront pour tâche avant tout de contrer la propagande mensongère et les calomnies de la bourgeoisie, de briser le mur de l'isolement dans lequel la bourgeoisie voudrait confiner les masses en Kabylie et de mener un travail d'agitation autour des revendications effectivement ressenties par les travailleurs et l'ensemble des masses populaires.

b) Dans les wilayas où le mouvement de masse a pris de l'ampleur, il est clair qu'il ne suffit pas de faire le travail de sensibilisation (même s'il reste toujours à faire) ni d'organiser les comités de lutte (même s'ils restent toujours à renforcer) mais d'organiser et d'éduquer un nombre de plus en plus grand de travailleurs et de jeunes chômeurs, d'étudiants et de lycéens en lutte en formulant leurs besoins essentiels en **revendications précises** et en mettant sur pied de nouvelles structures de masse capables d'exprimer les aspirations légitimes des travailleurs, chômeurs et jeunes en mouvement, de canaliser leurs énergies formidables et de les employer le plus efficacement possible pour la satisfaction des revendications mises en avant (1).

4. Les conditions historiques et politiques de la lutte de classe en Algérie déterminent la nature et la forme que prend le mouvement de masse. Parti sur la question culturelle, le «Mouvement du printemps» s'est vite **radicalisé et politisé**. De la revendication de la reconnaissance des langues populaires, il est arrivé à poser la question de la répression multiforme et des «libertés démocratiques», sans parler de l'exigence de la libération de tous les détenus. Parallèlement le «Mouvement du printemps» a pu prendre dans un laps de temps relativement court une dimension sociale considérable. Parti de l'université, il a vite entraîné les lycéens, les jeunes chômeurs et les ouvriers de la région qui ont joué un rôle déterminant tant dans la réussite de la grève générale que dans la mobilisation qui a lieu contre la répression sauvage des CNS.

Dans ces conditions, le mouvement de masse qui s'est déclenché au printemps 1980 revêt un caractère beaucoup plus complexe que ne l'est un simple mouvement revendicatif à caractère économique ou syndical.

suite p. 14

(1) Voir éditorial *El-Oumami* N°16

suite de la p. 13

«Mouvement du printemps» et nécessité du parti

Les mots d'ordre du mouvement en témoignent: **«Union des masses populaires contre la bourgeoisie!»**; **«A bas la bourgeoisie!»**; **«Vive les libertés démocratiques!»**; **«Vive le vrai socialisme!»** etc. Malgré sa manne pétrolière, l'Algérie est un pays qui sera le plus particulièrement éprouvé par les effets de la crise internationale du capitalisme, ce qui signifie que l'incapacité de la bourgeoisie à lâcher des concessions importantes se traduira sur le terrain par un durcissement de la lutte des classes. L'absence des libertés de grève, de réunion et d'association, la répression politique, syndicale et culturelle qui sévit contre les masses exploitées et opprimées, et les traditions de **lutte politique** que la répression, la désinformation et la démagogie n'ont pas réussi à juguler, ce sont là autant de facteurs qui poussent les masses algériennes, là où elles commencent à relever la tête, à exprimer, quoi que de façon confuse et parfois ambiguë, le besoin de passer à la **lutte frontale contre l'Etat bourgeois**, lutte qui est par nature une **lutte politique**.

5. Les militants d'avant-garde n'ont pas seulement à **développer** et à **renforcer** le mouvement de masse en assurant la permanence de la mobilisation et des efforts militants mais aussi à **l'approfondir**, à dépasser ce qu'il y a de caduc en son sein, bref, à aller de l'avant **en partant des germes révolutionnaires qu'il contient**.

Qui n'avance pas recule: le «Mouvement du printemps» est voué soit à la radicalisation soit à la désagrégation sinon à la dénaturation de ses véritables objectifs par des forces qui, tel le Front des Forces Socialistes (FFS), cherchent à utiliser le mouvement de masse comme un simple moyen de pression dans le marchandage avec le régime en vue de replâtrer l'édifice politique de la bourgeoisie en lui donnant un vernis démocratique qui ne servirait en fin de compte qu'à tromper les masses et retarder leur prise de conscience politique révolutionnaire. Cette dernière hypothèse est évidemment la pire parce que cela équivaudrait à désarmer politiquement le mouvement de masse avant de le livrer sans combat à l'ennemi de classe. Or, même s'il est parti sur la question culturelle, le «Mouvement du printemps» qui a permis aux masses de refaire irruption dans la rue après des années d'embrigadement, plonge ses racines dans la crise grave qui affecte le fragile équilibre économique et social sur lequel est venu se greffer le développement capitaliste en Algérie avec ses effets désastreux. La colère des masses ira en s'accroissant au fur et à mesure que les pénuries, la hausse des prix, la crise du logement, le chômage et le sous-emploi qui frappent plus particulièrement les jeunes deviennent insupportables. Par ailleurs, plus se développera le mouvement de masse en relation directe avec la conjonction de l'ensemble de ces facteurs de crise et plus il se heurtera à l'appareil de l'Etat bourgeois, à ses corps répressifs, à ses bureaucrates et à ses apprentis-bureaucrates des «organisations de masse» et du PAGS. Ces facteurs constituent le **fondement objectif et matériel** de la radicalisation du «Mouvement du printemps».

6. Le caractère **populaire** du «Mouvement du printemps» au point de vue social ainsi que sa nature **hétérogène** au point de vue politique rendent la dynamique de sa radicalisation plus complexe. Ce phénomène doit attirer toute l'attention des militants révolutionnaires qui veulent sincèrement éviter au mouvement de tomber dans le piège des solutions réformistes et conciliatrices qui consisterait dans l'octroi d'une pseudo-démocratisation débouchant sur une liberté politique fictive et une folklorisation des langues populaires. Or, la seule façon réaliste d'éviter les multiples pièges tendus par la bourgeoisie, c'est de s'appuyer dans la lutte quotidienne sur les intérêts bien solides et les aspirations de la seule classe vraiment révolutionnaire: le prolétariat.

A ceux qui penseraient que cette mise au point risque d'effrayer les couches non-prolétariennes qui sont pourtant disponibles pour lutter contre la répression et en vue d'arracher les libertés politiques, nous répondons en citant Lénine: **«Cette mise au point fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels bien compris de classes**

déterminées; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants.» (Les tâches des social-démocrates russes, Oeuvres T 2 p 341).

Certes, la combativité et la détermination des ouvriers et des jeunes chômeurs qui ont participé généreusement et courageusement au mouvement ne confèrent pas aujourd'hui automatiquement au prolétariat le **rôle moteur et dirigeant** dans le mouvement. Cependant, la jonction du «Mouvement du printemps» avec les luttes revendicatives qui se développent en réaction à l'austérité croissante ainsi que la dynamique même de la radicalisation du mouvement créeront à coup sûr les conditions du passage du prolétariat à la tête du mouvement de masse en Algérie. Même si le passage du prolétariat à la tête du mouvement de masse n'est pas pour aujourd'hui, le devoir des révolutionnaires est d'œuvrer de toutes leurs forces pour accélérer le processus dont l'aboutissement consacrera l'entrée dans une phase supérieure de la lutte de classes en Algérie.

C'est à cette condition seulement que les solutions réformistes et conciliatrices auront le plus de mal à s'implanter car le prolétariat constitue dans la société moderne la seule classe vraiment révolutionnaire, celle qui ne regarde plus en arrière lorsqu'elle se met à lutter parce que ses intérêts historiques s'opposent de manière irréductible à ceux de la bourgeoisie et son émancipation exige l'abolition des fondements même du capitalisme: la propriété privée et l'économie marchande. La dynamique de la radicalisation du mouvement poussera d'un cran la crise sociale qui en est à la base. La lutte, produit de la crise et expression des contradictions de classes, deviendra à son tour un **facteur objectif de crise** qui accentuera ces contradictions et rend évidente la polarisation des classes antagoniques. De plus en plus clairement, l'Etat apparaîtra tel qu'il est dans la réalité. A ce moment, les adeptes de la «paix civile» qui n'ont pas encore déserté le mouvement jusqu'à présent, se trouveront devant ce dilemme: **ou** suivre leur état-major (Ait-Ahmed et Cie) **ou bien** alors se rendre à l'évidence et prendre conscience du fait que la **guerre civile** est inévitable dans une société divisée en classes.

7. L'aiguïsement de la lutte des classes qui résultera de la dynamique de la radicalisation du «Mouvement du printemps» posera de plus en plus cruellement pour le mouvement de masse le besoin **d'instruments de combat** qui soient à même de répondre à la concentration et à la centralisation des forces de conservation qu'aura déployées la bourgeoisie. Celle-ci dispose en effet, outre ses richesses, d'un instrument de combat constitué depuis des années et prêt à tout pour sauvegarder les privilèges et les pouvoirs des capitalistes: il s'agit de **l'Etat bourgeois**. Mais la bourgeoisie a un autre avantage. Il s'agit de ses relations internationales et de l'appui direct ou indirect que peut lui donner l'impérialisme en cas de danger. L'«anti-impérialisme» de façade de la bourgeoisie algérienne ne doit pas faire illusion. Le rapprochement avec la France impérialiste de Mitterrand qui soutenait en 1954 que «la seule négociation en Algérie c'est la guerre» est là pour en témoigner. C'est pourquoi le prolétariat doit contrer la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire des différentes bourgeoisies à travers le monde en soudant ses rangs à l'échelle internationale, en mettant en avant ses intérêts communs par dessus les frontières.

Pour s'opposer aux forces de la bourgeoisie, le prolétariat, les paysans pauvres, les chômeurs, les lycéens et les étudiants constituent au cours de la lutte des comités et, par la suite, des organisations syndicales indépendantes. Il s'agit là d'un aspect de la lutte des classes dont l'importance considérable ne doit échapper à aucun militant d'avant-garde. Mais cela ne suffit pas pour faire face à l'Etat bourgeois. Tant que la lutte met des lycéens en face de l'administration pour des questions matérielles ou pédagogiques, tant que la lutte des ouvriers les met en face du patron pour des questions de salaires, le besoin d'une organisation autre qu'une organisation immédiate de type syndical constituée sur la base des revendications les plus

urgentes ne se fait pas beaucoup sentir en dehors de quelques militants isolés.

Que la lutte mette ensemble des ouvriers, des chômeurs, des lycéens, des étudiants dans un comité de quartier ou dans une coordination populaire **face à l'Etat** pour des questions sociales et politiques même limitées sur un plan local ou régional et on aura un climat différent, autrement plus intense et plus favorable à la propagande révolutionnaire clandestine où la question de la construction d'un véritable parti d'avant-garde révolutionnaire capable de diriger les masses prolétariennes et exploitées dans la lutte contre la bourgeoisie devient un sujet de brûlante actualité discuté souvent avec passion. Ce n'est pas un hasard si on assiste dans les conditions actuelles, malgré le climat de répression et de censure instauré par la bourgeoisie, à un certain engouement d'un nombre de plus en plus grand de jeunes pour le marxisme qui débouche sur la constitution de cercles de lecture et de réflexion sur la base des classiques du marxisme-léninisme. Ce n'est pas par hasard non plus si les camarades du centre universitaire de Tizi-Ouzou ont reproduit dans leur journal *Tilleli* le texte de Lénine intitulé *Karl Marx et sa doctrine* dans lequel il expose brièvement les origines et les parties constitutives de la doctrine du socialisme scientifique.

8. Les communistes révolutionnaires se félicitent du fait éminemment positif que le marxisme ait pu finalement franchir les barrières élevées par les défenseurs du «socialisme national», «spécifique» aux couleurs «arabo-islamiques». Sur la voie de Lénine, nous réaffirmons que **«seule la doctrine du socialisme scientifique peut être la théorie révolutionnaire servant de drapeau au mouvement révolutionnaire.»** Nous avons à démontrer parmi les jeunes qui s'éveillent à la lutte politique et qui s'intéressent aux questions théoriques et historiques de la révolution et du socialisme la **validité internationale** de la doctrine du socialisme scientifique qui est la seule capable d'éclairer le prolétariat et les militants révolutionnaires sur les mécanismes du système capitaliste auquel ils ont affaire et sur les conditions de l'émancipation révolutionnaire.

C'est aussi la seule doctrine capable de systématiser les germes révolutionnaires que contient le mouvement de masse qui va se radicalisant au fur et à mesure qu'il se heurte à l'appareil d'Etat bourgeois et à ses agents réformistes et de les transformer d'espoirs généreux mais vagues en véritables objectifs programmatiques révolutionnaires.

Parce qu'il n'est pas le produit d'un quelconque réformateur du monde, aussi génial soit-il, mais l'expression scientifique et rationnelle d'un mouvement social réel qui se déroule devant nos yeux, le marxisme est passé dans l'histoire comme la seule doctrine ayant été capable de tirer de l'expérience séculaire du prolétariat révolutionnaire international des conclusions stratégiques et tactiques dont l'acquisition est indispensable pour mener efficacement la **guerre de classe** contre la bourgeoisie et son Etat et instaurer le monde nouveau, la société communiste sans classes.

La question qui se pose est donc la suivante: comment faire en sorte que cette théorie révolutionnaire sans laquelle il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire conséquent devienne **une force matérielle**? Les communistes révolutionnaires ne mènent pas la lutte idéologique ou en d'autres termes la propagation de la doctrine du socialisme scientifique dans l'abstrait. La bataille idéologique est inséparable de la participation à la vie et aux luttes de la classe ouvrière et des masses populaires.

C'est le déplacement d'une avant-garde prolétarienne du terrain des luttes partielles vers le terrain de la lutte politique générale contre le système d'exploitation et d'oppression capitaliste qui constitue vraiment **la terre fertile** au travail idéologique des communistes. Mais pour ne pas se volatiliser, pour qu'il acquiert une permanence dans le temps et dans l'espace et pour qu'il se prolonge dans une **pratique révolutionnaire**, ce travail idéologique doit servir de base à la construction d'une **organisation militante** qui se donne pour tâche de défendre et de propager avec une ardeur plus grande la théorie révolutionnaire, de regrouper et d'organiser sous sa bannière tous les militants d'avant-garde secrétés par la lutte de classe du prolétariat et des masses exploitées et opprimées.

9. La lutte de classes ne se développe pas de manière uniforme, graduelle et linéaire. Au contraire. Elle procède par bonds successifs, par avancées et reculs et se nourrit à la fois de facteurs internationaux et locaux, du poids du présent et des séquelles du passé. Le mouvement de masse qui se développe sous nos yeux n'est pas et ne peut, par conséquent, être uniforme. Les motivations et les aspirations qui en sont à la base ne sont pas homogènes.

Les différentes couches qui y participent ne subissent pas de la même façon le poids de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. La révolte sociale qui gronde n'atteint donc pas le même degré dans chacune des couches qui participent au mouvement de masse. Le niveau de conscience politique varie d'une couche à une autre et même d'un groupe relativement restreint à un autre. Il y a des couches qui participent pour la première fois à des manifestations de rue. Il y en a d'autres qui ont eu une certaine expérience par le passé qui n'a pas grand chose de commun avec celle d'aujourd'hui, ce qui les pousse à mener la lutte d'aujourd'hui avec certaines conceptions et méthodes héritées du passé de la lutte anti-coloniale.

Il y a également des groupes forcément restreints dans la situation actuelle qui, même s'il n'ont pas une grande expérience politique derrière eux, cherchent dans la **lutte actuelle** des éléments pouvant servir **pour l'avenir**, c'est-à-dire qu'ils essayent de lier leur participation au mouvement de masse d'aujourd'hui à un **projet révolutionnaire pour demain**. Pour ces groupes restreints qui, parfois, ne représentent pas plus d'une poignée de militants conscients, dévoués, la **lutte actuelle** pour la reconnaissance des langues populaires, pour la libération de tous les détenus et pour l'obtention des libertés politiques et syndicales constitue un **terrain d'entraînement** et permettra, au fur et à mesure qu'elle se développe, aux masses de se radicaliser et de poser des problèmes autrement plus généraux. Ce n'est pas un hasard que ce soit aujourd'hui précisément ces militants qui s'intéressent au marxisme. **C'est à ces militants que nous nous adressons plus particulièrement.**

10. A ces militants, nous disons: 1) Les difficultés qui ne manquent pas de surgir au cours du travail d'**éducation politique** des masses et les déceptions qui l'accompagnent souvent dans la situation actuelle ne doivent en aucun cas les amener à se couper du mouvement de masse. Tout au contraire. Certes, le travail de **mobilisation, d'organisation et d'éducation** des masses doit prendre des formes différenciées suivant qu'on s'adresse en particulier à telle ou telle couche participant au mouvement mais les militants d'avant-garde ne peuvent faire l'économie du travail en direction des masses quel que soit le degré de conscience de ces dernières.

2) Cependant, le souci de garder et de développer la liaison constante avec les masses en mouvement ne doit pas, inversement, pousser les militants d'avant-garde à se rabaisser au niveau des couches les plus retardataires où les préjugés de l'idéologie dominante sont solidement implantés. Plus, **bien que secrétés par le mouvement de masse, les militants d'avant-garde qui se sont aguerris et ont pris conscience au cours de la lutte ne doivent plus se contenter tout simplement de suivre les flux et les reflux de celui-ci.** Certes, on ne peut faire le travail de mobilisation, d'organisation et d'éducation de la même façon et avec la même intensité dans les périodes de flux du mouvement de masse que dans ses périodes de reflux. Mais les militants d'avant-garde ont aussi pour devoir **même dans les périodes de reflux** de maintenir la continuité du mouvement dans le temps ainsi que sa coordination et sa centralisation dans l'espace, même si c'est à une échelle restreinte, car c'est là un formidable atout pour les luttes à venir lorsque le mouvement de masse refait surface sur la scène sociale.

3) Même si la dynamique de la radicalisation de la lutte a mené un certain nombre de militants à prendre conscience de la nature de classe bourgeoise de l'Etat en place et de la nécessité de passer à une lutte politique plus générale contre le système d'exploitation et d'oppression capitalistes, il serait illusoire, et à partir d'un certain point dangereux, de penser que l'expérience de la lutte en soi, c'est-à-dire le mouvement de masse dans sa complexité et son

hétérogénéité, peuvent donner les clefs des problèmes essentiels qui se posent aux militants révolutionnaires aujourd'hui et qui se poseront demain au prolétariat révolutionnaire. S'il est vrai que l'expérience de la lutte constitue un véritable trésor pour les militants d'avant-garde, force est de reconnaître que **cette expérience est objectivement limitée par l'horizon immédiat** — même s'il n'est pas strictement revendicatif ou syndical — de la lutte en question. De là découle le **besoin de la théorie révolutionnaire**, le marxisme. Pourquoi? Parce que le marxisme est fondamentalement la cristallisation des expériences passées du prolétariat révolutionnaire international. Autant les militants d'avant-garde ne peuvent faire l'économie de l'expérience du mouvement de masse, c'est-à-dire de l'expérience du présent, autant ils ne peuvent faire l'économie de l'expérience du passé du mouvement ouvrier et révolutionnaire international, et plus particulièrement des conclusions programmatiques, stratégiques et tactiques que le marxisme en a tirées.

4) Or, l'expérience du passé du mouvement ouvrier et révolutionnaire international et les leçons des révolutions et contre-révolutions passées ne peuvent être transmises dans le temps (à travers les générations) et dans l'espace (d'un pays à l'autre) qu'à la condition qu'une organisation militante existe et vit pour donner une assise matérielle et physique à ce patrimoine théorique révolutionnaire dans lequel sont consignées les **conditions de l'émancipation du prolétariat**. Cette organisation c'est le parti communiste révolutionnaire qui doit être internationaliste et international comme l'est l'expérience révolutionnaire du prolétariat et comme l'est la théorie révolutionnaire du prolétariat.

11. Quel que soit le dénouement du «Mouvement du printemps» et les résultats immédiats qu'il enregistrera, il nous semble important de signaler ce fait éminemment positif qui consiste dans la radicalisation d'un certain nombre de militants dans le feu de la lutte, face à la violence sauvage des CNS et aux pratiques crapuleuses de ceux qui prétendaient parler au nom du «peuple» et de la «jeunesse» (CNE-UNJA, PAGS, etc.).

1) Les militants d'avant-garde qui se sont radicalisés et politisés au cours de la lutte ne doivent pas se décourager même au cas où le mouvement de masse montre des tendances à l'essoufflement et au reflux. Ce reflux ne sera d'ailleurs que **provisoire**. Le malaise social n'a jamais été aussi profond. Le mécontentement des masses ne pourra pas ne pas déboucher sur des explosions sociales beaucoup plus grandes que celles de Tizi-Ouzou et Béjaïa. Il s'agit de **préparer activement** ces explosions et non pas de les attendre passivement. En s'appuyant sur l'expérience vivante des comités qui ont préparé et organisé la lutte à Tizi, les militants doivent se préparer partout où ils se trouvent en cherchant à organiser des pôles de résistance, clandestinement au début, avant de se mettre, au fur et à mesure qu'ils se développent, à faire un travail d'agitation parmi les masses en partant de leurs besoins et en les formulant en revendications précises.

2) Partant des considérations que nous avons développées au point 10, les militants d'avant-garde doivent **faire un travail d'éducation politique différencié selon les couches auxquelles ils s'adressent**. Ils doivent accorder une attention particulière aux jeunes qui s'éveillent aux questions théoriques et politiques, qui cherchent dans le présent les clés de l'avenir et qui brûlent de faire quelque chose pour débarrasser un jour la société de tous les bourgeois et leurs laquais. Dans ce sens, la création de cercles de lecture et de réflexion s'avère d'une importance considérable. Les communistes révolutionnaires saluent les épisodes dont ils ont pris connaissance qui montrent que

cette nécessité est ressentie de plus en plus par un nombre grandissant de jeunes militants.

L'appropriation de la méthode du matérialisme historique et du patrimoine théorique consignait les expériences du mouvement ouvrier et communiste international devient ainsi un **besoin réel** auquel l'aiguïssement de la lutte de classes donnera une vitalité sans précédent en Algérie. Les communistes révolutionnaires s'appuient sur ce besoin réel pour éveiller chez les jeunes militants d'avant-garde l'intérêt historique considérable de la construction du **Parti marxiste révolutionnaire**.

12. Outre la riche bibliographie des classiques du marxisme-léninisme, les cercles d'études et de réflexion qui naissent auront également à se pencher sur le bilan des révolutions et contre-révolutions qui ont eu lieu ces soixante dernières années, à commencer par le dénouement tragique de la révolution d'Octobre en Russie. Il est indispensable de revenir sur les révolutions nationales qu'ont connues certains pays du «Tiers Monde» pour arriver à mettre en relief **l'opposition de principe et de programme** qui existe entre le mouvement prolétarien et les mouvements démocratiques petits-bourgeois même quand ces derniers ont revêtu un caractère révolutionnaire comme cela a été le cas dans les colonies (Vietnam, Algérie, etc.). Il est clair que l'ensemble de ces questions ne peuvent être vraiment tranchées que par le retour à la méthode du matérialisme historique et au marxisme non-avili et donc par la liaison avec le Parti qui s'est constitué sur la base de la restauration intégrale du programme et des principes du communisme révolutionnaire et de la lutte contre toutes les formes de révisionisme et d'opportunisme.

C'est pourquoi nous appelons tous les militants qui s'intéressent à notre parti, qui sympathisent avec les positions que nous défendons et qui pensent y trouver de quoi éclairer leur chemin, à constituer des cercles de lecture et réflexion autour des ouvrages classiques de Marx, Engels, Lénine et de notre presse. **Nous les appelons à prendre contact avec nous**. Non seulement pour approfondir le travail théorique et politique, mais aussi pour **en finir avec la dispersion des militants d'avant-garde**, dispersion qui ne peut que conforter la bourgeoisie.

De ce point de vue, le journal du parti joue un rôle irremplaçable. Il doit servir avant tout à rassembler autour de lui les militants révolutionnaires qui sont aujourd'hui dispersés et isolés les uns par rapport aux autres, conditions dans lesquelles il est difficile d'échapper à la tentation qui consiste à former un cercle dans son coin et attendre le jour «J» où tous les cercles existants auront la possibilité de fusionner par la suite pour donner naissance au parti communiste révolutionnaire.

«**Le journal n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif**, écrivait Lénine, **il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échaffaudage dressé autour d'un bâtiment en construction, il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé.**» (*Que Faire ?*)

Dans les conditions de clandestinité politique auxquelles nous sommes confrontés en Algérie, ces paroles de Lénine acquièrent une signification et une importance d'autant plus considérables. Le travail qui nous reste à faire exige qu'on s'y consacre à fond.

Les orientations politiques que nous soumettons à l'adresse des militants qui nous lisent sont claires. A tous les militants de les vivifier dans l'action!

- **Lions-nous au mouvement de masse en Kabylie, renforçons toujours cette liaison, renforçons les structures autonomes du mouvement de masse!**
- **Mémons le travail de sensibilisation, d'agitation et de mobilisation dans les autres régions!**
- **Organisons des comités de lutte indépendants de l'Etat et des organisations à sa botte! Mettons en avant les revendications brûlantes des masses!**
- **En avant pour la constitution de cercles clandestins rassemblant tous les jeunes qui s'éveillent aux questions théoriques et politiques et qui s'intéressent au marxisme!**
- **En avant pour la construction du parti communiste révolutionnaire! Militants isolés, cercles clandestins, prenez contact avec El-Oumami!**

Les travailleurs «sans papiers»

Les mesures démagogiques du gouvernement PS

En suspendant les expulsions des jeunes immigrés de la seconde génération, le gouvernement de gauche s'est contenté de sanctionner les faits, économisant ainsi les frais de procédure.

Avec sa grande campagne d'enregistrement des sans-papiers, le gouvernement PS prétend vouloir régulariser la situation des travailleurs immigrés clandestins comme il l'avait promis durant la campagne électorale de Mitterrand. Mais attention !

1) Ne seront régularisés que les travailleurs «sans papiers» entrés en France avant le 1^{er} janvier 1981;

2) et dans cette catégorie, sont concernés uniquement ceux qui feront la preuve qu'ils occupent un emploi stable.

Dans la situation économique de crise actuelle en France, exiger de tous les travailleurs «sans papiers» un emploi stable, c'est leur demander l'impossible, ont reconnu certains journalistes. Rien à faire. Le secrétaire d'Etat chargé des immigrés, François Autain, affirme que la France n'entend pas «régulariser le chômage des immigrés».

Écoutons-le : «**Il n'est pas question, étant donné la situation de l'emploi en France, ni de rouvrir l'immigration ni de laisser une immigration clandestine se développer.**» (Le Matin du 24.07.81).

Sous Mitterrand comme sous Giscard, les travailleurs immigrés restent les boucs émissaires de la crise. Le contrôle de l'immigration est justifié par le chômage aujourd'hui comme hier avec cette différence que les socialistes, eux, ont décidé d'accroître la lutte contre l'immigration et le travail clandestin. Renforcement des contrôles aux frontières, refoulement des «faux-touristes» dépourvus de garanties de rapatriement et ce, avec la bénédiction des bourgeoisies des pays d'origine.

Dans ces conditions, la réforme dont se gargarise le PS pue la démagogie. François Autain ne le cache même pas d'ailleurs, lorsqu'il affirme qu'«**il s'agit d'apurer, sans procéder à des régularisations systématiques, une situation héritée d'une période passée d'immigration clandestine.**» (Le Monde du 25.07.81).

Voilà leur préoccupation majeure : surtout pas de «régularisations systématiques» !

Et pour bien montrer qu'il ne s'agit pas de «régularisations systématiques», le gouvernement a choisi une procédure d'examen **cas par cas** de la situation des travailleurs «sans papiers» entrés en France avant le 1^{er} janvier 1981. Ce qui compte le plus pour le gouvernement, c'est de diviser les travailleurs. A tous les niveaux. Entre travailleurs français et immigrés; entre travailleurs immigrés réguliers et «sans papiers»; entre travailleurs immigrés «sans papiers» entrés avant le 1^{er} janvier 1981 et ceux entrés après; entre ceux qui ont un emploi stable et ceux qui n'en ont pas.

La bourgeoisie sait pertinemment qu'unis dans la lutte, les travailleurs

peuvent imposer leurs revendications. Alors elle s'acharne au moyen de son dispositif juridico-répressif à les diviser au maximum. C'est pourquoi la seule façon réaliste pour les travailleurs «sans papiers» de sortir du sort précaire qui leur est fait consiste avant tout à surmonter l'**atomisation** dans laquelle la bourgeoisie cherche à les confiner, et à se méfier de tous ceux qui les poussent à se présenter individuellement à la police et à faire confiance à la légalité de l'Etat bourgeois; à se regrouper pour pouvoir faire entendre leur voix à appeler tous les autres travailleurs, à manifester leur solidarité.

Régularisation de tous les sans papiers !

- Le gouvernement français vient de prendre certaines mesures concernant les sans papiers.
- Alors que ces mesures excluent déjà tous les travailleurs arrivés après le 1^{er} janvier 1981, elles ne garantissent pas pour autant à ceux arrivés avant la régularisation. En effet, des conditions particulièrement restrictives sont imposées.
- Il faut non seulement justifier d'un emploi, mais d'un «emploi stable» (sont donc rejetés par exemple les intérimaires, les saisonniers, etc.). Et surtout la procédure de régularisation se fera **cas par cas**.
- Ainsi les travailleurs qui vont sortir de leur clandestinité vont le faire **sans garantie aucune**. Pire, ils vont être dorénavant exposés à un dispositif policier renforcé et rendu plus efficace grâce à la **coopération des gouvernements des pays d'origine**.
- La CFDT et les associations qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs immigrés, disent tout haut refuser certaines de ces conditions. Mais attachées comme elles sont «aux impératifs de l'économie nationale» et donc à la politique de contrôle de l'immigration, elles ne peuvent pas l'être moins à la politique du «dialogue» et donc aux compromis dont **seuls les travailleurs feront les frais**.
- Loin de garantir à tous les sans papiers la régularisation, ces organisations vont surtout assurer le succès de la vaste opération de recensement souhaitée par le gouvernement et qui va lui permettre de **ficher, de quadriller et...d'expulser à merci le moment venu**.
- Pour obtenir leurs papiers, les travailleurs doivent donc s'organiser en dehors de l'influence de ces forces et ne compter que sur la solidarité de leurs frères de classe.
- Ils doivent dans l'immédiat chercher à s'unir en refusant la division entre «anciens» et «nouveaux» clandestins, et **exiger la régularisation sans conditions** de tous les sans papiers.

REGULARISATION SANS CONDITIONS DE TOUS LES SANS PAPIERS !

NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

Parti Communiste International

Texte du tract diffusé par nos camarades parmi les prolétaires immigrés

Révolte des jeunes prolétaires en Angleterre

Après les émeutes de Bristol et de Brixton (banlieue de Londres) en mai dernier, la bourgeoisie, à travers sa presse, avait voulu nous faire croire que cette série d'émeutes était due à un «conflit racial» entre les communautés, ce qui lui évitait de dévolier la situation matérielle déplorable dans laquelle vit toute une frange de la classe ouvrière anglaise. Mais les violents affrontements entre les jeunes et la police à Toxteth (quartier de Liverpool) du 4 au 6 juillet, ont montré que les jeunes, qu'ils soient Anglais, Antillais, Pakistanais, Guyannais, Jamaïcains ou Indiens, en ont assez de supporter les frais de la crise économique profonde qui touche le pays. Les bourgeois ont bien été obligés d'avouer que ces affrontements étaient dus à une situation matérielle terrible et éventuellement au chômage.

La violence de ces affrontements a été à la mesure du ras-le-bol que ressent la jeunesse au chômage face à une des nombreuses et quotidiennes provocations des flics. Les jeunes ont décidé de riposter par la force pour empêcher l'arrestation d'un de leurs camarades. Ils se sont groupés et ont résisté au flics, passant progressivement à l'attaque avec des cocktails molotov, des pierres et des bâtons, réussissant à disperser les flics et les chasser du quartier. Ils ont lancé une bétonneuse contre les flics qui reculaient et tombaient. A chaque fois les jeunes prolétaires emportaient un pouce de terrain jusqu'à ce que la police quitte le quartier et que la population le reprenne. En s'appropriant les objets dans les vitrines brisées, ils ont montré leur ras-le-bol devant le luxe d'un côté et la misère de l'autre qu'est la société capitaliste.

Les émeutes de Brixton avaient mis à nu la situation des prolétaires «de couleur» qu'ils soient immigrés ou installés depuis longtemps en Angleterre, qui, comme tout pays impérialiste, sont les premiers touchés par la crise: chômage, discrimination à l'embauche, licenciements, contrôle de l'immigration, expulsions (ou «rapatriements volontaires»), provocations de la police, etc.

Mais les émeutes de Toxteth ont montré que la crise économique profonde qui touche l'Angleterre, aggrave et unifie la situation de millions de prolétaires (noirs, blancs, indiens, etc.) qui se trouvent confrontés aux mêmes problèmes et qui ont à lutter contre le même ennemi. Par delà ces émeutes, c'est tout le système qui est visé, c'est l'ordre bourgeois qui ne peut plus assurer l'avenir à une classe ouvrière qui, du Nord au Sud, voit sa situation et celle de ses enfants se détériorer.

Les villes du Nord de l'Angleterre — où il y a 12% de chômeurs, soit 3 millions — ont été les premières touchées par la crise car ce sont de vieilles villes industrielles (textile, sidérurgie, industries portuaires, etc.) qui ne sont plus «compétitives» pour la bourgeoisie qui procède à des restructurations, ce qui signifie licenciements, chômage et misère pour la classe ouvrière. Liverpool est l'une de celles-ci, où plus d'une usine sur six aurait fermé ces dernières années et où on compte, pour 1,4 millions d'habitants, plus de 17% de chômeurs.

Le quartier de Toxteth lui-même compte 37% de la population active au chômage — 43% des blancs et 47% des noirs ne travaillent pas —. A la sortie de l'école, le chômage est garanti pour six sur dix: le taux de chômage des 16 à 20 ans atteint 20%; et ces chiffres sont sous-évalués car un demi-million de personnes est sans travail (surtout les femmes). Les journaux bourgeois parlent de «ghetto» pour décrire la misère qui règne dans ce quartier.

Le Monde ne cache pas sa peur lorsqu'il indique que «Liverpool représente bien sûr un cas extrême mais beaucoup d'autres vieilles villes industrielles sont en passe de lui ressembler.» Eh oui, c'est dans toutes ces villes industrielles que la situation des prolétaires va s'aggravant et la bourgeoisie montre bien son impuissance lorsqu'au lendemain des affrontements ses députés proposaient une loi pour le «renforcement du contrôle de l'immigration» et des «mesures visant à encourager les rapatriements volontaires». Partout, la bourgeoisie procède à des restructurations et par là même grossit les rangs de ses fossoyeurs. De l'aveu du même journal, «le chômage qui sévit depuis bon nombre d'années dans le Nord se déplace vers le Sud et le Centre et on s'attend à ce que la situation s'aggrave brusquement dans toute la région londonienne».

Nous avons en effet vu que les émeutes se sont rapidement étendues d'une ville à l'autre, montrant que la solidarité entre les prolétaires n'est pas un vain mot. La nuit du 13 au 14 juillet fut marquée d'émeutes semblables à Leicester, Derby, Nottingham et Huddersfield. C'est dans toutes les villes industrielles que la situation des prolétaires va s'aggravant.

La bourgeoisie essaye d'intimider, de se protéger. Elle envoie sa police dans les quartiers pauvres pour harceler et provoquer les jeunes, procédant sans cesse à des contrôles et des arrestations des jeunes en proie à la misère et au chômage.

La bourgeoisie se paye une armée d'occupation de plus de 11000

hommes en Irlande du Nord contre la révolte des Irlandais catholiques en proie eux aussi au chômage et à la misère. D'ailleurs il n'est besoin que de lire la presse anglaise au lendemain des émeutes de Toxteth qui indique avec rage et peur que l'émeutier «...rempli de haine est en tous points aussi sinistre que les gangs de l'Irlande du Nord». La bourgeoisie a en effet reconnu là un point commun.

C'est la haine de cet ordre établi, la haine de ce système qui protège les privilèges d'une classe possédante et laisse la classe ouvrière se débattre dans la misère. C'est la bourgeoisie qui envoie ses flics contre les émeutiers, contre les grévistes de la faim qui exigent le statut politique en Irlande, révoltés par des siècles de domination et d'oppression impérialistes. C'est la bourgeoisie qui entretient la misère dans un pays qu'elle considère toujours comme une colonie et où elle maintient une tradition de privilèges pour les uns et de discriminations pour les autres.

suite de la p. 7

Répression syndicale en Algérie

les brèches les plus importantes seront mises à profit par les réformistes qui, eux, disposent de réseaux organisationnels établis d'avance et ce, dans le but de canaliser les énergies prolétariennes qui échapperont au contrôle de la bureaucratie officielle et de les dévier vers le marais de la collaboration de classes comme tentent de la faire, non sans difficultés heureusement, les dirigeants du syndicat «Solidarité» en Pologne.

Le SNMG à 2000 DA, le retour immédiat aux 40 heures, un logement décent pour tous les travailleurs, la gratuité des soins et des transports, les droits de grève, de réunion et d'organisation, tels sont les objectifs que doivent se fixer les groupes de travailleurs combattifs soucieux d'éviter les multiples pièges de la bourgeoisie et de ses agents réformistes.

Ces objectifs immédiats ne peuvent être atteints que par la mobilisation des travailleurs et l'emploi des méthodes de classe à commencer par la grève sans préavis ni limitation de durée.

Dans les conditions actuelles, cela suppose qu'au préalable les travailleurs combattifs se concertent entre eux sans informer qui que ce soit et organisent dans un premier temps leurs camarades de travail les plus décidés avant de commencer à sensibiliser la masse des travailleurs sur leurs revendications et la nécessité d'entrer en lutte pour les faire aboutir.

IRAN

Les fruits amers de la «révolution islamique»

La répression qui s'abat sur le mouvement de masse en Iran dont nous avons déjà parlé a pris ces derniers mois des proportions énormes. Elle s'abat indistinctement sur tous ceux qui ont contribué les armes à la main à la chute du régime du Shah. Plus, elle atteint aujourd'hui les partisans de l'ancien président de la République Bani Sadr. L'éclatement de la coalition disparate entre le clergé chiite et les héritiers du mouvement démocratique bourgeois de Mossadegh s'explique largement par l'exigence objective que l'Etat soit tenu fermement par un centre de commandement unique. Le Parti de la République Islamique a réussi à éliminer Bani Sadr du pouvoir politique. Il pensait de la sorte arriver à mettre au pas le mouvement social qui ne cessait de se développer en réaction à la détérioration des conditions de vie des larges masses prolétariennes et exploitées qui subissent les contre-coups de la chute de la production pétrolière et de la guerre réactionnaire qui oppose l'Iran à l'Irak.

Mais les choses ne paraissent pas aller aussi simplement que ne l'espéraient les dirigeants politiques iraniens. Ni les arrestations massives, ni les tortures ni les exécutions sommaires (700 durant les deux derniers mois) n'ont réussi à remettre de l'ordre dans le pays malgré les déclarations prétentieuses et mensongères du gouvernement iranien en la matière.

Aujourd'hui avec Bani Sadr dans l'«opposition», les voix qui s'élèvent pour dénoncer la répression en Iran ne se font pas rares. Cependant ceux qui louaient les bienfaits de la «révolution islamique» il y a quelques mois se gardent bien de montrer en quoi les massacres perpétrés aujourd'hui par les soi-disant «gardiens de la révolution» ne sont que la continuité logique du régime instauré en Iran à la suite de la chute du Shah avec l'appui de Bani Sadr et des Moudjahidines du peuple. Doit-on rappeler que la coalition libérale-chiite qualifiée hier d'«anti-impérialiste» a tout fait dès son arrivée au pouvoir pour empêcher la destruction des institutions de l'ancien régime, pour reconstituer rapidement les départements bureaucratiques, policiers et militaires qui ont été endommagés par l'action des masses insurgées pour défendre la propriété privée déclarée «sacrée et inviolable», pour protéger les capitalistes et les propriétaires fonciers contre la colère des ouvriers et des paysans pauvres,

pour limiter les libertés d'expression et d'organisation des masses exploitées, pour réprimer féroce les chômeurs qui tentaient de s'organiser afin de défendre leurs conditions de vie, pour massacrer les minorités opprimées qui se révoltaient et pour écraser les femmes sous le poids des traditions islamiques rétrogrades ?

Même l'Union des Etudiants Progressistes Iraniens est obligée aujourd'hui de lancer des formules du genre «aujourd'hui comme hier le massacre continue». En effet, à supposer que la «révolution islamique» ait été une révolution démocratique et populaire, chose que nous avons toujours niée, les marxistes révolutionnaires ont pour devoir de montrer au prolétariat qu'il ne peut rien attendre de cette révolution s'il ne dispose pas d'un minimum d'organisation de classe indépendante. En tout cas, le prolétariat et les masses exploitées doivent s'attendre à ce que la République démocratique se retourne contre eux dès qu'elle se sera stabilisée. A plus forte raison quand cette soi-disant «révolution islamique» n'a fait dans la réalité que changer la tête de l'appareil d'Etat en place par la purge de quelques généraux agés.

La lutte héroïque et les sacrifices extraordinaires des masses prolétariennes et exploitées iraniennes ont servi momentanément au clergé chiite de profiter de la chute du shah pour reconduire à la tête de l'Etat les fractions bourgeoises qui aspiraient à la gestion politique directe de leurs affaires. Aujourd'hui outre le danger d'un coup d'Etat militaire pro-américain, le prolétariat et les masses qui résistent à la réaction Khomeyniste ne doivent pas servir de chair à canon pour un éventuel passage au pouvoir d'une coalition libérale-populiste s'appuyant sur certains secteurs de l'armée favorables à Bani Sadr et sur les milices des Moudjahidines du peuple.

La lutte héroïque et les sacrifices du prolétariat doivent servir au prolétariat lui-même ! Dans sa résistance aujourd'hui, même s'il n'a pas encore la force de prendre la tête du mouvement des masses, le prolétariat aura à se battre pour conquérir des espaces pouvant lui assurer une certaine liberté de mouvement, espaces qu'il ne peut effectivement conquérir que s'il se bat sur une position de classe indépendante. Certes, il existe des couches petite-bourgeoises intéressées par la lutte pour la liberté politique. Que cela puisse affaiblir

l'Etat des capitalistes et des propriétaires terriens, cela ne fait pas de doute. Mais la petite bourgeoisie donne nécessairement à sa lutte politique actuelle un contenu économique et social réactionnaire (résistance à la ruine et à la prolétarianisation, défense de la petite production et du petit commerce contre la grande production capitaliste, etc.), c'est pourquoi le prolétariat n'a pas à faire front avec elle, au contraire, il ne peut profiter de la lutte que mènent certains secteurs de la petite bourgeoisie que s'il dispose d'une organisation de classe indépendante qui puisse venir à bout de leur instabilité et des flottements constants qui les caractérisent.

De la même façon, les marxistes révolutionnaires ne sont pas indifférents devant les dissensions et les luttes intestines qui traversent les classes possédantes en Iran. Que ces fractions bourgeoises s'entredéchirent, le prolétariat lui, doit en profiter pour s'organiser de manière autonome, pour rassembler ses forces et s'aguerrir toujours d'avantage. Dans la situation actuelle en Iran, l'appel à l'organisation indépendante du prolétariat sur des bases de classe doit évidemment prendre un contenu concret. En avançant les revendications économiques, sociales et politiques urgentes de la classe ouvrière et des masses exploitées et opprimées, les noyaux prolétariens et les militants qui se revendiquent vraiment du marxisme-léninisme doivent avoir en vue le renforcement et la protection des structures organisationnelles que le mouvement ouvrier et de masses se donne au cours de la lutte même si au début elles prennent une forme plus ou moins clandestine, ce qui suppose évidemment la protection des locaux du mouvement, des planques, des cachettes d'armes, etc.

suite p. 20

**LISEZ
LE PROLETAIRE
BIMENSUEL**

Solidarité avec les prolétaires soudanais

A la suite du licenciement de 34 cheminots, une grève de solidarité a éclaté dans les chemins de fer soudanais du 30 mai au 4 juin. L'Etat bourgeois a réagi par la dissolution de l'Union Syndicale des Cheminots sous prétexte que ce mouvement revendicatif était «antinational». Le président de l'Assemblée nationale, Rachid Taher, a déclaré dans un discours prononcé le 8 juin: «La grève des cheminots est survenue au moment où, de Beyrouth, une campagne de presse virulente était lancée par la Libye et la Syrie contre le Soudan».

Les cheminots ont décidés de leur côté de prolonger la grève jusqu'à la réintégration de leurs camarades licenciés. La détermination des prolétaires soudanais a fait trembler la bourgeoisie. Le 19 juin, le président Nemeiry a signé un décret portant amendement de la loi sur la sécurité d'Etat selon lequel «est condamné à la peine capitale ou à la détention à perpétuité quiconque organise et encourage la grève ou l'arrêt de travail». Le fait de grève est dorénavant considéré au Soudan comme un «acte de trahison». Nous sommes convaincus que les traditions de lutte et d'organisation

du valeureux prolétariat soudanais et plus particulièrement dans le secteur des chemins de fer ne seront pas entamées par l'aggravation de la répression bourgeoise qui compte au Soudan sur l'aide d'un corps expéditionnaire égyptien de 20 000 hommes et sur des dizaines d'experts du renseignement américains. Cependant, les conditions de lutte qui deviennent plus dures pour les prolétaires soudanais dictent à tous les travailleurs conscients et à tous les militants révolutionnaires dans le monde un devoir de solidarité de classe qui doit se manifester dans toutes les formes.

France-Algérie: la lune de miel

Ce n'est pas la première surprise que nous réserve la bourgeoisie algérienne. Mais celle-là est grosse. Mitterrand vous connaissez? Celui qui était ministre de la France coloniale en 1954 et qui déclarait à ce titre: «La seule négociation avec l'Algérie c'est la guerre», celui qui était ministre de la justice et Garde des sceaux et qui, à ce titre, avait envoyé à la guillotine 58 militants et sympathisants du FLN.

Eh bien, la bourgeoisie algérienne a tourné la page. Chadli va rencontrer très prochainement ce même Mitterrand. La «nouvelle diplomatie» de la France pro-sioniste compte beaucoup sur le capital de prestige de l'Algérie dans le Tiers Monde pour appâter les pays «non-alignés». Bref, la bourgeoisie algérienne est disposée à servir de marche-pied pour l'impérialisme français comme cela ressort des discussions qui ont eu lieu lors de la visite du ministre français des Relations extérieures, Claude Cheysson, à Alger.

Après un entretien de trois heures avec Chadli, Cheysson avait déclaré:

«un coup de passion est en train de prendre»! Un diplomate algérien s'empresse d'expliquer aux journalistes français jusqu'où a pu aller la servilité de la bourgeoisie algérienne en la matière: «Nous avons tout fait pour rassurer les Arabes inquiets de l'arrivée au pouvoir des socialistes. Reste qu'aujourd'hui, le gouvernement français doit en finir avec son ambiguïté sur la question du Proche-Orient: nous n'allons pas nous isoler de tout le monde arabe en continuant à expliquer la position française». (Libération du 10.08.81)

Régalez-vous le problème du gaz, soyez un peu plus démagogiques sur la question du Proche-Orient puisqu'au demeurant cela ne vous coûtera pas grand-chose, voilà ce que dit en gros la bourgeoisie algérienne à l'impérialisme français. Pour tout le reste, elle est prête pour la besogne. Non les masses populaires algériennes ne serviront pas de prétexte à cette politique misérable que les travailleurs conscients doivent dénoncer de toutes leurs forces

suite de la p.19

Il est clair que même dans l'hypothèse de la victoire d'une coalition libérale-populiste contre la réaction islamique, la crise économique et sociale qui secoue violemment le fragile équilibre de la société iranienne ne pourra que s'approfondir et déboucher sur une accentuation des antagonismes de classes. Les masses iraniennes qui ont donné le meilleur d'elles-mêmes pour renverser le régime du Shah se sont retrouvées une fois de plus face à un déchaînement féroce de la répression des soi-disant «gardiens de la révolution» et des Hezbollahis, et ce parce qu'elles ne disposaient pas d'organisations de classes indépen-

IRAN

dantes. Le devoir des travailleurs conscients et des militants révolutionnaires iraniens est de contribuer aujourd'hui au travail qui consiste à se préparer et à préparer les masses à faire face aux fractions bourgeoises qui attendent leur heure pour prendre la place des partisans de Khomeyni et du PRI.

C'est pourquoi il y a aujourd'hui le besoin urgent en Iran de faire pénétrer dans le mouvement social en effervescence le programme et la tactique justes du marxisme révolutionnaire qui montre au prolétariat la voie à suivre pour organiser à la tête des masses exploitées le combat contre le système capitaliste.

Emeutes au Brésil

Après l'Egypte, la Tunisie, le Pérou, le Maroc, c'est au tour du Brésil, où l'inflation annuelle atteint 100%, de s'enflammer. C'est l'augmentation de 60% du prix des transports qui a mis le feu aux poudres: 700 autobus inutilisables, des supermarchés pillés, des dizaines de blessés et d'emprisonnés dans les bagarres et incendies à Salvador-de-Bahia, le 21 août. Ceci dans un pays où se côtoient le luxe provoquant des profiteurs du «miracle» brésilien et la misère barbare des chômeurs entassés dans les villes. La bourgeoisie s'attend à de nouveaux troubles. Comme partout, la bourgeoisie tremble quand les masses affamées s'unissent et descendent dans la rue!

PRESSE DU PARTI

LE PROLETAIRE

bimensuel en langue française

PROGRAMME COMMUNISTE

revue théorique trimestrielle

COMMUNIST PROGRAM

revue théorique en langue anglaise

IL PROGRAMMA COMUNISTA

bimensuel en langue italienne

EL PROGRAMA COMUNISTA

revue théorique en langue espagnole

EL COMUNISTA

mensuel en langue espagnol

EL PROLETARIO

mensuel pour l'Amérique latine

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

revue théorique en langue allemande

PROLETARIER

mensuel en langue allemande

EL OUMAMI

mensuel bilingue français-arabe

صفحة من تراث الحزب

١ - ان التناقض المتزايد بين القوى المنتجة وعلاقات الانتاج يضطرد دوما في المجتمع الرأسمالي ويؤدي الى تفاحر في المصالح والى الصراع الطبقي بين البروليتاريا والبرجوازية المسيطرة .

٢ - ان سلطة الدولة البرجوازية هي التي تحمي علاقات الانتاج الحالية وهي تشكل دائما جهاز الدفاع عن مصالح الطبقة الرأسمالية بغض النظر عن شكل النظام التمثيلي وكيفية استعمال الديمقراطية الانتخابية .

٣ - لا تستطيع البروليتاريا تحطيم وتغيير مصدر استقلالها في علاقات الانتاج الرأسمالية الا بالاطاحة العنيفة بالسلطة البرجوازية .

٤ - ان الحزب الطبقي هو الاداة التي لا غنى عنها لنضال البروليتاريا الثوري وهو يضم في صفوفه الطليعة الاكثر تقدما وتصميما من البروليتاريا ويوحد جهود جماهير الشغيلة فيقودها من النضال اليومي من اجل مصالح جزئية ذات أهداف محدودة الى النضال الشامل للبروليتاريا .

فمهمة الحزب التاريخية هي نشر النظرية الثورية في صفوف الجماهير والعمل على تنظيم الوسائل المادية للنشاط الثوري وقيادة الطبقة العاملة في نضالها المستمر عبر ضمانه الاستمرارية التاريخية والوحدة الاممية للحركة .

٥ - ان الطبقة العاملة لا تستطيع ان تنظم نفسها كطبقة سائدة بعد الاطاحة بالسلطة الرأسمالية الا بالقضاء على جهاز الدولة القديمة واقامة دكتاتوريتها الخاصة ، أي بحرمان البرجوازية وكل عناصرها ، (طالما بقوا اجتماعيا على قيد الحياة) من كل حق أو مهمة على الصعيد السياسي وايكال أجهزة النظام الجديد بالطبقة المنتجة وحدها .

فالحزب الشيوعي الذي تتمثل خاصيته المنهجية في تحقيق هذا الهدف الاساسي يمثل وينظم ويقود وحده دكتاتورية البروليتاريا . أما الدفاع الضروري عن الدولة البروليتارية ضد جميع الهجمات المضادة للثورة ، فلا يمكن أن يتحقق الا بتجريد البرجوازية والاحزاب المعادية لدكتاتورية البروليتاريا من كل وسائل التحريض والدعاية السياسية وبتحصين البروليتاريا بتنظيم مسلح يمكنها من صد كل الهجمات الداخلية والخارجية .

٦ - ان قوة الدولة البروليتارية هي القوة الوحيدة التي تستطيع أن تتدخل بصورة دائمة في علاقات الاقتصاد الاجتماعي وذلك بأن تنجز جميع الاجراءات المتتالية التي تضمن تغيير النظام الرأسمالي بآدارة جماعية للانتاج والتوزيع .

٧ - ان ضرورة الدولة ستضمحل تدريجيا ويتقلص جهازها شيئا فشيئا نحو ادارة عقلانية للنشاطات الانسانية كنتيجة لذلك التحول الاقتصادي وبالتالي لكل نشاطات الحياة الاجتماعية .

مقتطف من مقال ما يتميز به

حزبنا .

من كراس الاممي رقم (١) ص ٤٢

تتمة الصفحة ٢٤ .

لهذا اراد (ح ش ت) في الانتخابات البرلمانية الاخيرة اظهار نفسه كحزب وديع "مسوؤل" جدير بدور الشريك الاجتماعي للدستور : "المسألة الرئيسية المطروحة حاليا في بلدنا ليست فقط مسألة انتخابات ولكن ايضا مسألة تعدد وشرعية الاحزاب الموجودة حاليا على الساحة السياسية ، والسماح لها بالتنظيم والتعبير في اطار دستور البلاد" (المستقبل ٦/٢٢ .

ينهج التحريفيون ، كما في باقي بلدان المغرب الاخرى ، سياسة "طريق التطور الازمالي" انهم مدعوون باستمرار للخدمة كعجلات بديلة من اجل المصلحة التامة للرأسمالية في ازمتها . على العمال والمناضلين الطليعيين ان يستخلصوا الدروس الملحة للعمل بدون تعب من اجل تنظيم البروليتاريا المناضلة خارج تاثير البرقراطية المنحلة التي باعت نفسها للبرجوازية .

تتمة الصفحة ٢٣

وايضا بين عمال اجانب بدون اوراق دخلوا فرنسا قبل اجانفي ٨١٠ وآخرين دخلوها فيما بعد، واخيرا وليس آخرا، بين من لديه عملا ثابتا ومن ليس لديه . وتتويجا لهذه السياسة، ستدرس الحكومة ملفات العمال " بدون اوراق" كل حالة على انفراد .

تهدف البرجوازية دوما، مثلما كانت ايام جيسكار، على حرمان العمال من معرفة القوة الوحيدة التي يمتلكونها في ظل المجتمع الراسمالي، وهي عددهم الكبير . وتعلم جيدا ان وحدتهم النضالية تمكنهم من انتزاع جميع مطالبهم، لذلك فانها تستخدم جميع اجهزتها القمعية - والقانونية من اجل تفرقتهم لأقصى الحدود .

اذن، ان الحل المنطقي الوحيد للعمال "بدون اوراق" يركز على مواجهة محاولات تفرقة وتشتيت صفوفهم من قبل البرجوازية وعملائها، بهدف الخروج من الضروف البائسة التي تفرضها عليهم . وايضا يتوجب عليهم الحذر من بعض الجهات التي تدفعهم للشقة بشرعية الدولة البرجوازية، وبالتالي للمثول فرديا امام مراكز البرفكتور للحصول على اوراقهم . ان المهمة الاكثر الحاحا تتعلق بتجميع كل قواهم لاسماع صوتهم، وبدعوتهم لجميع العمال من أجل التضامن معهم في نضالهم .

الراسمالية، تحت سلطة ميتران، مثلما كانوا تحت سلطة جيسكار . فاليوم مثل الامس، يتم تبرير مراقبة الهجرة بحجة ازدياد البطالة مع فارق ان "الاشتراكيين" قرروا مضاعفة جهودهم ضد الهجرة والعمل السري . وذلك بمضاعفة المراقبة على الحدود، وبطرد "السواح المزيفين" الذين ليس لديهم ضوابط للاقامة في فرنسا، وذلك طبقا لقوانين جديدة، مع مباركة برجوازيات البلدان الاصلية .

ضمن هذه الشروط، فان اصلاح الذي يتغنى به الحزب الاشتراكي تفوح منه الديماغوجية العفنة . وتبرز هذه الحقيقة في تصريح "فرنسوا اوتان"، "ان الامر يتعلق بتصفية الوضع السابق الموروث عن مرحلة ماضية من الهجرة السرية، وذلك دون اللجوء الى تسوية شاملة لأوضاع العمال" . (الموند ٢٥-٧-٨١) .

فمن الواضح ان اهتمامهم الرئيسي هو اذن : "عدم التسوية الشاملة والمباشرة لأوضاع العمال لهذا الغرض بالتحديد، اختارت الحكومة طريقة التفرقة حالة بحالة، لبحث اوضاع العمال "بدون اوراق" الموجودين في فرنسا قبل الاول من جانفي ١٩٨١ . لأن همها الوحيد هو شق صفوف العمال، وذلك على جميع الاعددة، أي بين العمال الفرنسيين والاجانب، بين العمال الاجانب "بدون اوراق" والعمال القانونيين

الى قراء جريدتنا :

نرجو أن تساهموا بدعم وتوزيع هذه الجريدة وأن تبدوا لنا ملاحظاتكم وتزودونا بالأخبار عن حياة ونضال طبقتنا وتراسلونا على العنوان التالي :

20 rue Jean Bouton 75012 Paris

تونس:
دور "الإنتفاخ" الجاري
في الصّراع السُّبقي
من كراسات الأتقي

قضية العمال "بدون اوراق"

تدعي الحكومة الاشتراكية تسوية اوضاعهم السرية، وفقا للوعود التي اغدقتها أثناء حملة فرنسوا ميتران الانتخابية. ولكن ضمن شروط:

- ١- يحظى بالتسوية العمال "بدون اوراق" الذين دخلوا فرنسا قبل تاريخ ١ جانفي ١٩٨١.
- ٢- والمعنيين من هذه الفئة، هم الذين يقدمون اثبات بانهم يشغلون عملا ثابتا.

ولكن كلنا يعرف، انه من المستحيل اشتراط عمل ثابت على العمال الاجانب "بدون اوراق" في ظروف الازمة الاقتصادية الحالية في فرنسا، ولكن بالرغم من ذلك، صرح سكرتير الدولة المكلف بالمهاجرين "فرنسوا اوتان"، ان فرنسا لا تستطيع "تسوية بطالة المهاجرين" و اضاف "انطلاقا من ظروف العمل الحالية في فرنسا، من غير الوارد مطلقا، لا فتح ابواب الهجرة، ولا السماح بتطوير الهجرة السرية".

(جريدة لمتان تاريخ ٢-٧-٨١) .

هكذا يبقى العمال الأجانب ضحية الازمة تابع ص. ٢٢٠

ما يتميز به حزبنا

ان حزبنا يتميز بالمواقف التالية :

- * المطالبة بالخط الذي ينطلق من ماركس الى لينين، ثم الى تأسيس الأممية الشيوعية، والحزب الشيوعي في ايطاليا (ليفورنو ١٩٢١)
- * نضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الأممية وضد نظرية الاشتراكية في بلد واحد وضد الثورة المضادة الستالينية .
- * رفض الجبهات الشعبية وكتل المقاومة .
- * الاضطلاع بالمهمة الصعبة التي تقوم على ترميم المنهج والتنظيم الثوريين بالصلة مع الطبقة العاملة وضد السياسة الشخصية والانتخابية .

لم تتردد حكومة "اليسار"، كما توقعنا من تقديم وعودها الزائفة لحل مشكلة العمال "الغير قانونيين" بعد ان اوقفت عمليات طرد الشبيبة المهاجرة من الجيل الثاني، الذي كان عبارة عن الاعتراف بامر واقع، موفرا على الحكومة البرجوازية عناء وتكاليف القيام بهذه المهمة .

وجاء مرسوم وزارة الداخلية الصادر في ٦ جويي ١٩٨١ ليؤكد على نوايا الحكومة واهدافها، كما ذكرنا سابقا، لشق صفوف العمال المهاجرين، بالتصريح بعدم طرد الاجانب المولودين داخل فرنسا أو الموجودين فيها منذ سن العاشرة . اما الباقين فانهم سيخضعون لهذه القوانين في حال "ضرورة ملحة تتعلق بالامن العام" .

فيما يتعلق بتجديد بطاقات الإقامة، لم تطرح، في الحقيقة، حكومة الحزب الاشتراكي قضية العمال المهجرين ٠٠٠ الا تبعا لرغبات وقرارات حكومة جيسكار السابقة، فشكرا ! .

بلامس كان البرفكتور (مركز المحافظة) يشترط حتى الآن، على العمال الذين يتقدمون من اجل تجديد بطاقاتهم، تأمين ايصالات الرواتب الشهرية لعدة سنوات، وذلك لاثبات عدم تغيبهم عن الاراضي الفرنسية مدة لا تتجاوز الستة اشهر . واليوم ينبه وزير داخلية الحكومة الاشتراكية جميع المحافظات بالمرسوم رقم ٨٠-٣٣ الصادر في ٣٠ اكتوبر ١٩٨٠، وبمذكرة الاعلام رقم ٤٨ الصادرة في فيفري ١٩٨١، ايضا بالمرسوم البرقي رقم ٢٣ الصادر في فيفري ١٩٨١، مما يؤكد من جهة ان جميع هذه المراسيم لا تشترط على العمال الاجانب تقديم ايصالات رواتب لعدة اشهر متتالية . ومن جهة اخرى فان المراسلات الفرنسية الجزائرية بتاريخ ١٨ سبتمبر ١٩٨٠ قد وضعت مبدأ التجديد المباشر لبطاقات الإقامة .

اما القرارات الاكثر ديماغوجية فهي تتعلق بدون شك بالعمال "بدون اوراق" . اذ

مراسلات

رسالة من تونس .

ارتمى خاضعا على ركبتيه امام مقترحات
أسياده . لقد وصف مسوؤه
أحداث ٢٦
جونفيه بأنها "خطيرة" بحيث انه يجب ادراجها
في قائمة الاحداث "الموءسة"
ان الانتفاضة العفوية، للبروليتاريا
التي رمت جانبا طرق المساومة لـ "عاشور" وقبضت
على سلاح العنف الطبقي قد فاجأت (ح ش ت) الذي
اعلن : " لمن عميق الاسف انه في الوقت الذي
يتم فيه الاعتراف باستقلالية الحركة النقابية
فضلنا المواجهة العنيفة والقمع، ومن عميق
الاسف ايضا انه بدلا من الانفتاح الديمقراطي
والحوار فضلنا اللجوء الى القوة كحل للارزمة"
واضاف على ذلك "عندما تحدثت
انفجارات كهذا النوع (الشباب غير المراقب) لا
يمكننا استبعاد اي نوع من التجاوز".
اذا يجب تجاوز الماضي واقامة "الوحدة
الوطنية" ودعوة البروليتاريا للقبول بواقعها
لتأمين السير الحسن للرأسمالية، هذه هي اهداف
(ح ش ت) .
تابع ص ٢١٠

نشرت يقظة البروليتاريا التونسية
الذعر وسط الحزب الحاكم وفي صفوف الطبقة
البرجوازية، بعد أحداث ٢٦ جونفية (كانون
ثاني) ١٩٧٨ المجيدة، يخيم شبح الصراع الطبقي
تونس، وتبخرت اسطورة الشعب الموحد حول
"مناضله الاكبر"

تحطم الركود والسلم الاجتماعي الذي
كانت تدفع الطبقات الكادحة ثمنه من بوءسها
المستفحل، ولن يكفي لا القمع الوحشي ولا معسكرات
الاعتقال ان يدفن الصراع الطبقي الذي ينبثق
من اسفل السلم الاجتماعي بشكل اكثر مضاء
وحدة، تحاول البرجوازية، في وجه خطر هذا
الصراع الطبقي للبروليتاريا أن تتزين بقناع
الديمقراطية، لتتوصل الى ذلك ابعدت، حسب
مزامعتها "الفاشيين" نويرا وشركاه، وولت
مكانهم مستبدين مغموسين في حمامات دم
البروليتاريا التونسية، ومتنكرين في هذه
المناسبة بالذات "بالناس الشرفاء" في خدمة
الطبقات المستغلة، تتركز اهتمامات البرجوازية
في: ١) ان الشعب التونسي قد تطور وعيه السياسي
بشكل ملحوظ مما يفرض عليها اعادة النظر في
تنظيمها السياسي بجانبه الشكلي والعملي
٢) الاعتراف بضرورة القيام بعمليات تغيير
سياسية في العمق للتآلف مع الوضع الحالي
٣) الاعتراف بأخطاء مرتكبة من الحزب الحاكم
في غضون السنوات السابقة مما ادى بالبلاد الى
ارزمة يعترف بها الجميع، ٤) الاعتراف بقوى
جديدة اليوم في تونس وحتمية "مشاركة كل
التيارات القومية في تقرير الخطوط الكبرى
لسياسة البلاد على المستويين الداخلي والخارجي"
خطاب بورقيبة في افتتاح مؤتمر (الدستور)
نشر في "المستقبل" ٦/٢٢ .

يعبر هذا التصريح عن هموم البرجوازية
في خلق وايجاد معارضة، مماثلة لها، يكون
بمقدورها تحديدا توجيه القوى المتفجرة الهائلة
التي سببتها الازمة الاقتصادية والاجتماعية .
أما الحزب التحريفي التونسي (الحزب
الشيوعي) واخلاصا منه لسياسته الخائنة فقد

نصوص الحزب الشيوعي الاممي

الموضوعات الأساسية
للحزب

دار البرنامج الشيوعي

ساندوا

صحافة الحزب الأممية

تبرعوا ! ! اشتركوا !

التضامن الطبقي ضد القمع في المغرب

تتمة الصفحة ٢٨

البرجوازية ولا ان تدافع عن مصالح الطبقات العاملة والفقيرة . وبالتالي بعيد كل البعد عن النضال من اجل الاشتراكية .

ان من واجب كل الذين يناضلون فعليا ضد نظام الاستغلال والقمع البرجوازي في المغرب كما في كل مكان ، ويريدون ان يشاروا لدماء اخوانهم الذين سقطوا في ساحة الصراع ويدركون الضرورة الملحة اليوم للنضال من اجل انتزاع حرية رفاقهم من سجون البرجوازية ، من واجبهم ان يفضحوا هؤلاء العملاء المرفهين في برلمان ومناصب ويعروا كذبهم وزيف احتجاجاتهم . وعليهم ان يخوضوا الصراع ضد القمع البرجوازي على ارضية النضال الطبقي المستقل ، والاعتماد على تلك الجماهير التي اظهرت مخزونا رائعا من البطولة والنضالية وهي اليوم بامس الحاجة الى رفع درجة وعيها وتعبئة وتنظيم صفوفها في مواجهة البرجوازية ودولتها .

بين خمسة وعشرة سنوات ، هذه العدالة البرجوازية ارادت بعقابها لسادة اتحاد القوات الشعبية ليس أكثر من تنبيههم بأنهم خدم لـ... وانذارهم لعدم قيامهم كما يجب بدورهم بشل الحركة الاجتماعية ولجم انتفاضة الجماهير . وقد ادرك انتهازيو اتحاد القليوات الشعبية وحزب التقدم والاشتراكية مضمون الانذار الذي وجهه اليهم نظام الملك ، ، فعملوا منذ بداية يونيو على حصر حملة الاحتجاج المفتعلة باطار مؤتمرات النظام والشرعية مركزيين احتجاجهم حول " التعدي على حرية الدفاع " وحول " تشكيل محاكم غير شرعية " وكأنه يمكن ان يوجد في هذا المجتمع البرجوازي المتعفن محاكم شرعية ... وطالبوا بتشكيل لجان برلمانية تشرف على التحقيق ، أي ان يتولي النظام نفسه وعلى رأسه الجزار الحسن الثاني التحقيق والحكم في جرائمه ومجازره .

**ساندوا
صحافة الحزب الاممي
تبرعوا! اشتركوا!**

**الشيوعيون
ومسألة الحريات السياسي
كراسات الاممي
٢١**

لقد تنكر خونة اتحاد القوات الشعبية بشكل حقير للشهداء الذين سقطوا في المجزرة معلنين براءتهم من تهمة " الاخلال بالامن والتحريض على الاضراب " ، واعلنوا بوضوح " ان اتحاد القوات الشعبية والكونفدرالية الديمقراطية للشغل ليس لهم اية مسؤولية في الاحداث " وذهبت بهم العمالة الى حد ارسال رئيسهم في البرلمان محمد راضي برفقة الملك في بداية يونيو الى مؤتمر منظمة الوحدة الافريقية للدفاع عن " وحدة التراب الوطني " ومواصلة الحرب الرجعية القذرة ضد جماهير الصحراء . فضلا عن الحملة التي يشنونها اليوم حول الصحراء والتي تزيد شوفينية عن النظام نفسه .

هذه الوقائع تقدم دروسا غنية لكل مناضل شريف . فهي بوضوح الدور الحقيقي لاتحاد القوات الشعبية والقيادات النقابية البيروقراطية وحزب التقدم والاشتراكية كقوى مساومة وعميلة لا يمكن لها ان تناضل يوما " ضد قمع وتسلط

على قاعدة طبقية يجب ان يأخذ محتوى صلب وذلك بطرح شعارات اقتصادية واجتماعية وسياسية ملحة للطبقة العاملة والجماهير المستغلة والمسحوقة . على النواة البروليتارية والمناضلين الثوريين المتمسكين حقا بالماركسية اللينينية الأخذ بعين الاعتبار تقوية وحماية الخطوات التنظيمية التي تنتهجها الحركة العمالية والجماهيرية في نضالها الدائم حتى لو أخذت هذه الخطوات بعض الاشكال السرية . مما يحتم بالطبع حماية اماكن تواجد الحركة ، ومخابئ اسلحتها وملاجئها الخ...

يبدو واضحا انه حتى مع احتمال انتصار تحالف الليبرالية والمجاهدين ضد الرجعية الاسلامية ، فان تفاقم الازمة الاقتصادية والاجتماعية التي تهر التوازن الضعيف للمجتمع الايراني ، لا بد ان يزداد باستمرار ولا بد ان يزيد من حدة الصراع بين الطبقات المتناحرة . ان جماهير العمال والفلاحين الفقراء الذين قدموا خيرة ابنائهم من اجل اسقاط الشاه عادوا ليواجهوا اليوم من جديد قمع واستبداد الحرس الاسلامي وحزب الله ، واجهزة قمع الدولة وذلك دون شك لافتقار تلك الجماهير لتنظيمها ولبرنامجها الطبقي المستقل في الصراع . وعليه فمن واجب العمال والمناضلين الثوريين في ايران ان يبذلوا كل جهودهم اليوم ليحضروا انفسهم ويحضروا طبقتهم العاملة في معارك المواجهة المقبلة مع الشرائح البرجوازية التي تستعد لأخذ مكان جماعة الخميني وحزب الجمهورية الاسلامي على رأس السلطة .

لذلك من الضروري اليوم اكثر من أي وقت مضى العمل الصارم والمتفاني لادخال البرنامج والتكتيك الشيوعي الثوري في صفوف الحركة الجماهيرية الملتهبة من اجل ان تدرك البروليتاريا بشكل واضح طريق نضالها وتتمكن من قيادة وتنظيم معركة جميع المستغلين ضد كل اشكال الاستغلال والقمع والقضاء الكامل على نظام البرجوازية .

البروليتاريا والفقيرة بالاضافة الى مقاومتها لخطر انقلاب عسكري امريكي محتمل ، وصراعها ضد سلطة الخميني ، عليها ايضا ان لا تسمح من جديد ان تكون نضالاتها خدمة لانتقال السلطة الى تحالف الليبراليين - الشعبويين (تحالف البرجوازية والمجاهدين) المدعوم من قطاعات من الجيش وميليشيات المجاهدين .

يجب ان تخدم التضحيات والنضالات البطولية للبروليتاريا ، البروليتاريا نفسها ، في مقاومتها اليومية - حتى في جو عدم امتلاكها للقوة اللازمة لقيادة حركة الجماهير - عليها ان تناضل لحيازة آفاق عمل جديدة تؤمن لها حرية الحركة ، آفاق لا يمكن الحصول عليها سوى بالنضال على ارضية طبقية مستقلة . حقا ، انه توجد شرائح من البرجوازية الصغيرة التي لها ايضا مصلحة في النضال من اجل الحريات السياسية ، لكن مهما اضعف هذا النضال الذي لا شك فيه دولة الرأسماليين والملاكين العقاريين ، فان البرجوازية الصغيرة تحدد بالتأكيد نضالها السياسي الحالي بمضمون اقتصادي واجتماعي رجعي (مقاومتها للدمار وتحولها الى بروليتاريا ، ودفاعها عن صغار المنتجين وصغار التجار ضد كبار المنتجين الرأسماليين الخ...) لهذا على البروليتاريا ان لا تقوم بالتحالف الجبهوي معها ، بل على العكس لا يمكنها الاستفادة من النضالات التي تخوضها شرائح البرجوازية الصغيرة الا بمقدار امتلاكها لتنظيم طبقي مستقل ، يستطيع التغلب على تأرجح هذه الشرائح وترددتها الدائم الذي تتميز به .

في نفس الوقت الذي لا يأخذ في الحسبان الماركسيون الثوريون موقفا لا مباليا من الصراع والصدام الداخلي الذي ينخر الطبقة الحاكمة في ايران ، ومهما تمزقت شرائح البرجوازية فيما بينها ، يجب على البروليتاريا ايضا الاستفادة لكي تنظم بشكل مستقل وتوحد صفوفها بهدف كسب مواقع متقدمة . ان الدعوة اليوم وفي الظروف الحالية لايران الى تنظيم مستقل للبروليتاريا

الحصاد المتر'لثورة الاسلاميه'

التذكير ان تحالف رجال الدين الليبراليين قد عمل المستحيل منذ وصوله السلطة تحت شعار " الصراع ضد الامبريالية " لمنع هدم مؤسسات النظام السابق، وشرع مباشرة لاعادة بناء وتدعيم الهيئات البيروقراطية والبوليسية والعسكرية التي تضعفت من جراء انتفاضة الجماهير الشائنة . ودافع بشراسة عن الملكية الخاصة "المقدسة التي لا تمس" وحض الراسماليين والملاكين العقاريين ضد غضب العمال والفلاحين الفقراء . وعمل على الحد من حرية التعبير والتنظيم للجماهير المستغلة، وقمع بوحشية العاطلين عن العمل ومحاولاتهم لتنظيم نضالهم لتحسين ظروف معيشتهم، بالإضافة الى المجازر ضد الاقليات القومية المضطهدة وسحق المرأة تحت ثقل التقاليد الاسلامية البالية . ونلاحظ اليوم انه حتى اتحاد الطلبة الايرانيين المتقدميين مجبر على رفع شعار "المجزرة مستمرة في ايران" .

فحتى اذا افترضنا ان "الثورة الاسلامية" هي عبارة عن ثورة ديمقراطية شعبية - وهو افتراض رفضناه دائماً يبقى من واجـب الماركسيين الثوريين، العمل من اجل ان تتحرك البروليتاريا انها لا يمكن ان تكسب شيئاً من هذه الثورة الا بامتلاكها حدا ادنى من التنظيم الطبقي المستقل . فالجمهوريـة الديمقراطية في ايران اذا تم تشبيتها لن تكون في جميع الاحوال سوى سلاحاً يوجه من جديد ضد مصالح البروليتاريا والجماهير المسحوقة، خاصة اذا ادركنا ان ما يسمى بالثورة الاسلامية " لم تؤدي في الواقع، الى اكثر من استبدال بعض الجنرالات العجائز والقدماء بغيرهم على رأس جهاز الدولة القائمة .

لقد تمكن رجال الدين من الاستفادة من النضالات البطولية والتضحيات الرائعة للبروليتاريا والجماهير الايرانية الفقيرة، ومكنوا شرائح من البرجوازية للطلول مكيان الشاه على رأس سلطة الدولة لتدير مباشرة مصالحها. اما اليوم فان الجماهير

توسعت حلقة القمع المسلط على حركة الجماهير الايرانية بشكل رهيب في الاشهر الاخيرة . وكما توقعنا في اعدادنا السابقة، اخذ يشمل هذا القمع بدون تمييز كل من حمل السلاح وساهم باسقاط نظام الشاه، وهو يطال اليوم حتى انصار رئيس الجمهورية السابق بني الصدر .

ان تحطم التحالف بين رجال الدين والحركة الديمقراطية البرجوازية (ورثة مصدق) قد فرضته موضوعياً ضرورات الانتهاء من تعدد مراكز القوى في السلطة، وضرورة تأمين قيادة قوية وممركزة لأجهزة الدولة . لقد تمكن حزب الجمهورية الاسلامي من ازاحة بني الصدر من السلطة أملاً بذلك السيطرة بفعالية اكبر على امتداد الحركة الجماهيرية وتزايد المقاومة ضد تدهور الاوضاع الاقتصادية والحياتية لأوسع جماهير العمال والمستغلين التي تتحمل نتائج انخفاض الانتاج النفطي والنتائج الكارثية للحرب الرجعية العراقية-الايرانية .

لكن الامور لم تجري كما توقعنا القيادات السياسية الايرانية . فرغم حملات القمع الرهيبة (اعدام اكثر من ٧٠٠ شخصاً خلال الشهرين الاخيرين) ورغم الاعتقالات الواسعة والتعذيب البربري (الاسلامي) لا يزال الغليان الجماهيري يتصاعد والوضع الامني في تدهور متزايد رغم ادعاءات الخميني البلهاء بأن ايران هي اكثر البلاد اماناً واستقراراً .

في الفترة الاخيرة - بعد رحيل بني الصدر وتحوله الى "المعارضة" تضاعفت الاصوات التي تدين القمع في ايران . غير ان الذين تذكروا اليوم وجود القمع، في حين انهم، ومنذ بضعة اشهر فقط كانوا يهللون ويمدحون فضائل "الثورة الاسلامية"، لا يريدون الاعتراف بان جرائم "الحرس الثوري" اليوم ليست سوى التكملة والتتمة الموضوعية لنفس سياسة النظام الذي جاء مباشرة بعد سقوط الشاه، بمشاركة بني الصدر وبدعم مجاهدي الشعب . فلا بد من





الاممي

l'internationaliste - el-oumami

سان الحزب الشيوعي الاممي

الشمس : فرنسا ٣ فرنكات - المغرب ٢ درهم - الجزائر ٢ دينار - تونس ٢٠٠ مليم . الاممي عدد ١٨ - سبتمبر-اكتوبر ١٩٨١ .

التضامن الطبقي ضد القمع في المغرب

الف شهيد وآلاف الجرحى وحوالي الألفي معتقل ، تلك هي حصيلة القمع الوحشي لانتفاضة العمال والجماهير الفقيرة المغربية في ٢٠ جوان (حزيران) الماضي حيث نزلت الجماهير الى الشارع تواجه بصورها بشجاعة رائعة رصاص البوليس والجيش الملكي معبرة عن سخطها وتمردتها ضد سياسة التقشف والتجويع والقمع اليومي الذي لا يطاق .

بالدرجة الاولى من اجل انتزاع حريتهم من سجون النظام .

لقد اعترف الجزائر الحسن الثاني نفسه بألفين من المعتقلين اثر انتفاضة ٢٠ جوان الاخيرة . ويرزح هؤلاء الرفاق في اقبية وسجون النظام في أوضاع رهيبة من الوحشية والقسوة ، ويقدمون للمحاكمة على دفعات من ثلاثين شخصا حيث تكون الاحكام جاهزة سلفا ، وقد حكم على اغلبيتهم الساحقة بين خمسة وعشرة سنوات من السجن المحكم ، ويتكون هؤلاء من ابناء العمال والجماهير المستغلة في الاحياء الفقيرة او من يسمون " بدون سند " .

لكن الامور سارت بشكل مختلف بالنسبة لسيير قراطين نقابة الكونفدرالية الديمقراطية للشغل وللسادة حزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية ، فمنهم من اطلق سراحه أو حكم مع وقف التنفيذ ومنهم من حكم عليه في اسوء الاحوال بالسجن من ستة الى اثنا عشر شهرا . فلا بد ان يلفت انتباهنا هذا الامر في غاية الاهمية . فالعدالة البرجوازية كانت قد اطلقت احكامها سلفا على ابناء العمال والجماهير المستغلة بالاعدام المباشر رميا بالرصاص في الشوارع ورمت من نجا منهم من الموت في السجن تابع ص ٢٥٠

لقد كان تحرك الجماهير المغربية المعذومة وتحديها لقوات القمع البرجوازية لدباباتها وطائراتها ، صرخة لا ، لن ندفع من حياتنا ودمنا تكاليف الحرب الرجعية في الصحراء ، لا لن نقبل التقشف والبؤس للفقراء والغنى والتبذير الفاحش للأغنياء البرجوازيين .

من هنا فان واجب المناضلين والثوريين الشرفاء ، بعد تلك المجزرة ، متابعة النضال كي لا يذهب هدرا دماء اخواننا الطبقيين الذين سقطوا برصاص الاستبداد البرجوازي في الدار البيضاء وغيرها من المدن .

وبالضرورة يجب ان يتوجه هذا النضال نحو تنظيم المساندة والتضامن الفعال مع اخواننا سقطوا ضحية القمع البرجوازي في المغرب والعمل

**قضية العمال المهاجرين
"دون اوراق"**

**الحصاد المر
"لثورة الاسلاميه"**